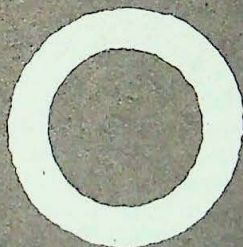
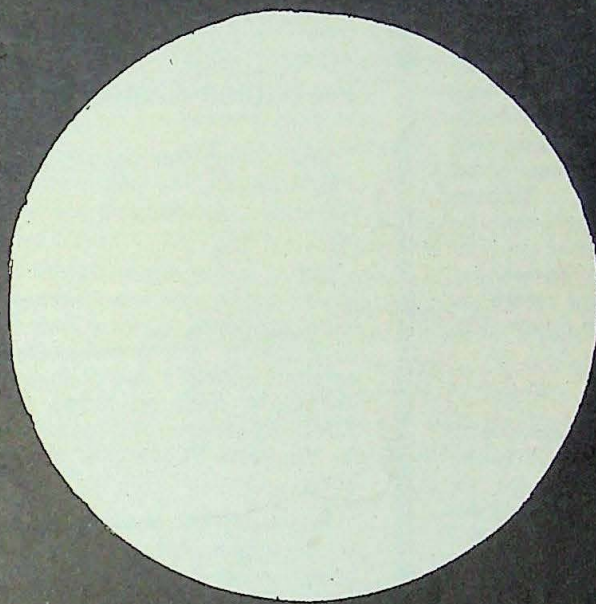
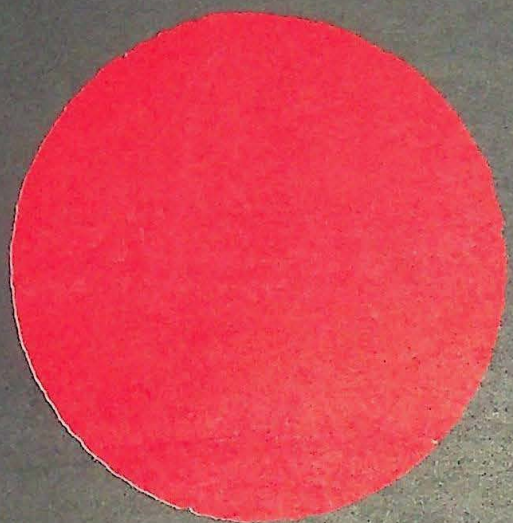


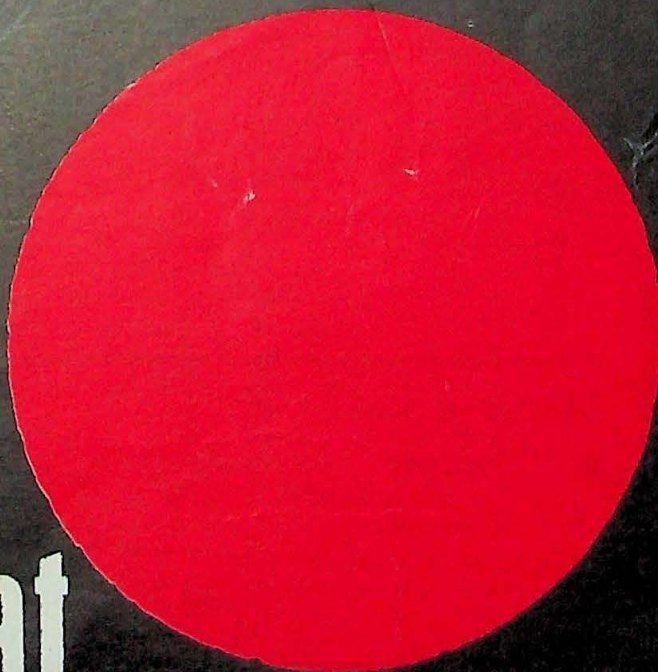
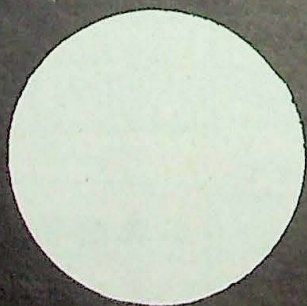
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 4 FEVRIER 1971
N° 483, 1,50 F



Grévistes de la faim



leur combat

Au sommaire

● Ouest

Concarneau, Nantes, Le Mans, Cléon, Sandouville autant de villes où des conflits surgissent, se développent ou menacent. Cette sorte de « priorité à l'ouest » dans les conflits ressort de l'enquête menée par l'équipe sociale de Tribune (page 12). A Fougères aussi, de nombreuses luttes ont été engagées. Nous les avons décrites dans notre numéro 481. Sur l'une d'entre elles, l'affaire Martinot, la section C.F.D.T. nous a fait parvenir des précisions intéressantes. On les lira en page 14. Notre correspondant à Quimper a rappelé la semaine dernière les batailles qui avaient été menées dans cette ville et qui avaient donné lieu à un processus d'unité entre les ouvriers et les paysans. En page 13, il tire les premières conclusions politiques que l'on peut dégager de cette situation. Enfin, dans une entreprise de chaussures du Sud-Ouest, Biarritz-Shoes, une amorce de contrôle ouvrier a pu voir le jour. Notre correspondant à Bayonne relate ce qui s'est passé (page 15).

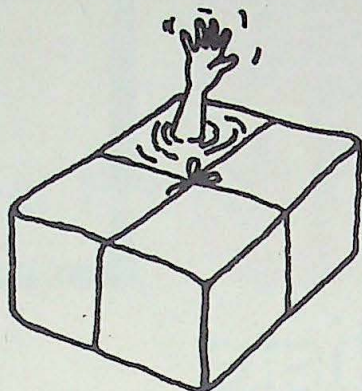
● Chine

Dans notre numéro 475, Gérard Féran avait rendu compte de l'ouvrage de Jean Daubier sur la révolution culturelle. Il notait l'apport théorique incontestable de ce livre, mais soulignait aussi les problèmes objectifs qu'une telle analyse faisait ressortir sur la situation en Chine. L'auteur nous a adressé une longue lettre où, d'une part, il rend hommage au travail de notre collaborateur, mais aussi il note certaines incompréhensions de ce qu'il voulait démontrer. Tribune reviendra sur les problèmes soulevés, le débat est ouvert (page 17).

● Chili

Deux mois après sa prise de fonction, le gouvernement d'Unité Populaire d'Allende fait un premier bilan de son action. Notre correspondant à Santiago du Chili, Michel Durant, note que face aux offensives de la bourgeoisie, il louvoie pour éviter le choc frontal. Ainsi, le problème du pouvoir demeure entier. Face à cette situation, chaque organisation de la coalition a sa propre stratégie, et même au sein de chacune d'elles, plusieurs tendances se dessinent. C'est un véritable tableau de l'échiquier politique brésilien que notre correspondant particulier décrit en page 18.

TRIBUNE CULTURELLE



« emballage »

pièce d'André Bénédetto écrite en collaboration avec des travailleurs havrais

De la place des Carmes à Avignon via Le Havre

« Emballage » arrive à Paris (*)

Françoise Claire

Vite « emballez-vous » pour « Emballage », la pièce de la Nouvelle Compagnie d'Avignon.

Enfin, les spectateurs de la région parisienne vont connaître cette pièce, conçue avec la participation active des représentants ouvriers des chantiers du Havre, mise en forme par André Bénédetto et l'équipe de la Nouvelle Compagnie d'Avignon.

Pourquoi Le Havre ? C'est le deuxième port de France, grand centre industriel, 200.000 habitants... Le paquebot « France »... Le Pont de Tancarville à 30 km... Face à la Chambre Patronale la plus dure de France se trouve une classe ouvrière la plus déterminée à la lutte.

Une phrase de Karl Marx, point de départ de la pièce : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises.

L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches » (Le Capital).

On se pose alors la question : « Le poisson est-il une marchandise qui concerne tous les travailleurs ? »

« Et si le poisson était en réalité une bagnole ? » Les jeunes comprendraient mieux. Les discussions fusent entre l'équipe de la Nouvelle Compagnie d'Avignon et leurs interlocuteurs : « Voiture - évasion - standing - séduction - chambre - ghetto - travail à la chaîne - salaires - cadences infernales - contrôle ouvrier - autogestion, etc. L'homme qui n'a rien doit vendre sa force de travail pour acheter sa nourriture pour vivre. Sa vie n'est plus qu'une marchandise qui lui échappe, qui rentre dans le circuit : le patron lui achète sa force de travail : avec cet argent, il achète de la marchandise : il travaille pour fabriquer

cette marchandise. C'est un cycle infernal.

Un jeune cinéaste, Jean-Pierre Lajournade, à propos de son métier, rejoint les conclusions de Bénédetto : « Mes films m'échappent comme m'échappe ma vie. Une situation « aliénée », c'est une situation où tout échappe, où le travail échappe au travailleur. Ce que décrit Marx, c'est que quelque fait quelque chose qui lui échappe : ça devient une marchandise, ça entre dans des circuits, etc. Ça appartient au patron » (1).

La démarche d'André Bénédetto dans « Emballage » est incomplète et peut-être seulement amorcée avant l'épilogue : l'aliénation est la même pour un travailleur intellectuel que pour un travailleur manuel, c'est un même combat qu'ils doivent mener contre le régime capitaliste. Aux spectateurs d'en débattre et de prolonger la pièce dans leur vie quotidienne.

* « Emballage » sera joué : les 5 et 6 février à 20 h. 30 : M.J.C. de Colombes - 12, rue Thomas-d'Orléans - le 7 février à 15 h. : M.J.C. de Levallois - 28, rue Cavé - le même jour à 20 h. 30 à Houilles - M.J.C. - 2, rue du Dr Zamenhof.

(1) Cf. Cinéthique n° 3.

● « Emballage » de André Bénédetto, est publié aux éditions P.J. Oswald, en vente chez Maspéro.

Films à voir

● « Compte à rebours » de Roger Pigault

Une bande de copains a voulu faire œuvre de régénération du policier français.

● « Semaine positif »

Une série de films qui n'ont point satisfait les normes de la commercialisation. A remarquer pourtant

que des auteurs célèbres comme Huston (« Promenade avec l'amour et la mort ») sont au programme. A remarquer aussi « Trois tristes tigres ».

● « Mourir d'aimer » d'André Cayatte

L'avocat a encore une fois revêtu la robe et repris du service pour remettre en cause le fonctionnement d'une justice française qui a mené Gabrielle Russier au sui-

cide. Il en est résulté un film lourd et pesant comme une dissertation d'étudiant en droit. Le problème de l'expression non révolutionnaire d'un sujet explosif est posé.

● « Queimada » de Gillo Pontecorvo avec Marlon Brando

Par l'auteur de la bataille d'Alger. A propos d'une guerre du Vietnam au XIX^e siècle, Brando, en agent de l'impérialisme, transpose à l'écran le contraire de son engagement politique actuel. □

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hecet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :

Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Fantasia chez les ploucs

Un film de Gérard Peruz avec Lino Ventura, Mireille Darc, Jean Yanne et la participation de Jacques Dufilho.

Le mouvement des masses et le Parti

Serge Mallet

Il serait peu charitable pour leurs auteurs de comparer les commentaires faits *avant* et *après* notre Conseil national. A en croire les uns et les autres, ce Conseil consacrerait « l'éclatement du P.S.U. » en tendances hétérogènes, son inexorable groupuscularisation et en un mot, rien moins que sa mort politique. Marchais se voyait ainsi récompensé de la géniale intuition qui lui fit casser l'accord politique en discussion entre le P.C. et nous, les « bons » P.S.U., ceux qui sont prêts à accepter les ukases du Secrétaire général en puissance du P.C., couraient se réfugier dans les bras du grand frère; Krivine et V.L.R. tendaient de leur côté leurs rouges tabliers pour accueillir les « vrais révolutionnaires », ceux qui... voir plus haut. Depuis le Conseil, c'est le silence.

Soyons sérieux : nul n'a pensé que la situation interne du P.S.U. fût vraiment inquiétante. Mais il est vrai qu'après avoir connu, pas tellement en Mai 68, mais surtout en 1969 et jusqu'à la moitié de 1970, des succès certains, vu son influence croître sur tous les plans, sur le terrain des luttes sociales comme sur le terrain électoral, notre parti a connu une relative stagnation au cours de ces derniers mois. On pouvait s'en consoler en constatant qu'entre le pesant immobilisme du P.C. et l'agitation souvent dérisoire des groupes révolutionnaires, il ne faisait pas si mauvaise figure. Ce constat ne pouvait pourtant dissimuler l'inquiétante distorsion qui continuait de s'établir entre l'incontestable montée des luttes sociales et leur totale absence de prolongements politiques.

Rien en 1970-1971 ne ressemble à ces sempiternelles images maritimes dont se berce trop souvent le mouvement ouvrier pour dissimuler ses erreurs théoriques et pratiques : le flux et le reflux, la vague et le creux de la vague, etc. Force nous est à la fois de constater que les travailleurs, ouvriers, employés et paysans, manifestent une combativité qui dépasse de très loin celle qui pouvait se développer au printemps 68, que les luttes sociales (par leurs formes, leur résolution, leur rupture délibérée avec la légalité bourgeoise) que leur contenu, (les prises de contrôle sur l'organisation du travail, les cadences, l'emploi, etc.) ont un caractère révolutionnaire.

Mais force est aussi de constater que ces innombrables grèves avec occupation, manifestations de rues, séquestration des cadres, etc, ne débouchent sur aucune conclusion politique. Et qu'on ne vienne pas nous dire : c'est la faute du P.C., c'est la faute aux syndicats... Bien sûr, la responsabilité des organisations qui portaient la confiance de la classe ouvrière est immense. Mais elle vient de loin et rien ne serait changé si P.C. et C.G.T. décidaient demain de faire un peu de « forcing ».

La démarche entreprise par notre parti en lançant l'initiative des assemblées ouvriers-paysans partait de cette constatation : il s'agissait de renouer le lien entre des luttes sociales fragmentées, dispersées et la lutte politique, c'est-à-dire la convergence de ces luttes en une

stratégie globale, progressant à chaque stade vers la mise en cause générale du système politico-économique.

Les assemblées ouvriers-paysans ont effectivement avancé dans cette direction. Le programme d'action élaboré par elles et ratifié par le Conseil national a pu non seulement établir le bilan des luttes actuelles, mais déterminer concrètement les axes de lutte principaux, ceux qui peuvent dépasser le cadre particulier de l'entreprise pour devenir le fait de milliers de travailleurs. Mais plus encore, elles ont dégagé les caractères généraux de la lutte, et cela est instructif. Ce qui est au fond de toutes les luttes actuelles, c'est le refus de la discipline du travail capitaliste et la volonté des travailleurs de se saisir eux-mêmes de leur sort. La critique politique — pour implicite qu'elle soit — est en même temps mille fois plus radicale : c'est la rupture dans la pratique avec ce mode de protestation qui cherche seulement à se faire entendre d'un pouvoir — ce qui implique que l'on pense qu'il peut vous entendre. L'élection, la délégation, la pétition sont autant de formes qui respectent l'ordre établi : « Si le roi savait... ». L'occupation, la grève sans préavis, la prise de contrôle sur l'organisation de la production, la séquestration ou le refus de négocier avant la bataille, sont des formes de lutte qui impliquent que l'on sait que le Roi sait. Il ne s'agit pas de le convaincre, mais de le chasser. C'est cette volonté politique profonde qu'il faut rendre *explicite*. Mais nous savons bien pourquoi la protestation populaire s'arrête en chemin : c'est qu'une expérience douloureuse a appris aux masses qu'il ne suffit pas de *donner le pouvoir* qu'elles ont pris à d'autres titulaires : personne ne croit plus qu'il suffit de faire confiance aux partis se réclamant du socialisme — qu'ils soient ouvertement réformistes ou qu'ils se proclament révolutionnaires — pour changer profondément la nature du pouvoir, le rapport entre dirigeants et dirigés. Lorsque les partis, puissants ou minuscules, disent aux masses « Donnez-nous le pouvoir », elles demandent : « pour quoi en faire ? ». Les luttes actuelles, ces luttes qui durent, cette agitation sociale toujours renaissante, ne débouchent pas sur la prise du pouvoir parce que cette prise du pouvoir risque d'être une nouvelle confiscation. Nous commençons, en vivant les luttes actuelles, à comprendre que les formes nouvelles d'un pouvoir socialiste, la démocratie prolétarienne, ne naîtront pas spontanément après la prise du pouvoir.

C'est dès maintenant à travers la lutte contre le pouvoir capitaliste que se créent les organes démocratiques socialistes et cela implique que cette démocratie prolétarienne s'applique d'abord dans les organisations que la classe ouvrière s'est données pour la conquérir — ses syndicats et ses partis.

Et c'est la même réflexion qui a amené, sur la base des propositions contenues dans le rapport présenté par notre camarade Bernard Lambert, le Conseil National à modifier l'ordre du

jour du Congrès du parti : en décidant d'y mettre la transformation de la nature du parti, ce qui veut dire la transformation des structures qu'il a héritées de la social-démocratie et qui reproduisent les mécanismes de domination de la société bourgeoise au sein même du mouvement ouvrier...

Là où les partis traditionnels se réfugient dans la culture de l'apolitisme à éclipses, l'électeur n'ayant droit qu'à exprimer son avis une fois tous les quatre ans, il s'agit bel et bien de créer un parti qui soit l'instrument d'une véritable politisation de masses. Et cela veut dire d'un parti qui ne s'érige pas en « guide » de ces masses, mais qui soit à l'intérieur du mouvement des masses lui-même le lieu où s'élabore cette prise de conscience politique.

Le Conseil National a pris au sérieux, contre toutes les conceptions aristocratiques du « Parti » cette définition du « parti » qui ouvre « le Manifeste communiste » : « les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers ; ils n'ont pas d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat, ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier... ».

Et encore. « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux... ».

C'est en effet cela, le parti de type nouveau dont a besoin la classe ouvrière pour formuler elle-même ses aspirations politiques et sociales. □

4 MILLIONS DE JEUNES TRAVAILLEURS

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Désire souscrire un abonnement :

— ordinaire : 13,00 F

— de soutien : 30,00 F et 50,00 F

Renvoyer ce bulletin accompagné du montant de l'abonnement à : 4 Millions de Jeunes Travailleurs, 37, rue Linné, Paris-5^e.

Mandat, Chèque bancaire,
C.C.P. 235-74-Z Limoges.



Agfp



A.D.N.P.



AFP

Faites comme je dis, pas comme je fais

Jean-Marie Vincent

Le parti communiste français se sent en position de force pour les prochaines élections municipales. Pour lutter contre le pouvoir il est en faveur de l'unité des « démocrates », mais comme l'a dit Claude Poperen au comité central des 28 et 29 janvier derniers : « Le renforcement des positions du parti dans le plus grand nombre possible de villes et de villages de France, le soutien massif à nos propositions pour une gestion sociale, moderne et démocratique sont les moyens de faire progresser l'unité. »

Il est évident qu'à suivre ce raisonnement jusqu'au bout « l'unité des démocrates » ne serait vraiment réalisée que si le P.C.F. restait la seule force d'opposition « démocratique » notable en France. On aurait alors, merveille des merveilles, une sorte de face à face permanent Pompidou-Marchais.

En trompe l'œil

On comprend qu'une telle perspective n'enthousiasme pas particulièrement le parti socialiste. Il veut bien passer des accords nombreux avec le parti communiste

(plus nombreux qu'en 1965), mais il ne veut pas devenir le satellite de la grande force tranquille. Savary ne l'a pas envoyé dire lors des débats du conseil national d'Avignon du P.S. Il a défendu le combat exemplaire d'Augustin Laurent (Lille) et Gaston Defferre (Marseille) contre l'U.D.R. En d'autres termes il a signifié que son parti voulait équilibrer les alliances à gauche avec quelques alliances à droite et entendait de cette manière rester la force principale du municipalisme gestionnaire.

Ce petit jeu peut évidemment continuer longtemps. Le parti communiste insistera sur sa tactique « claire et limpide » et le parti socialiste repoussera pour sa part les prétentions de ces communistes vraiment trop gourmands. Est-il besoin de le dire, tout cela est largement truqué : le débat en question ne porte pas sur l'essentiel. Faut-il rappeler que le P.C.F. fait beaucoup d'appels du pied aux radicaux qui, sur le fond, ne sont pas si différents des centristes de Lecanuet ? Comment ne pas s'étonner par ailleurs de l'apparition discrète sur des listes communistes et socialistes, de démocrates chrétiens qui ressemblent singulièrement aux centristes dénoncés avec tant de vigueur ? Tout cela semble relever du fameux adage : « Faites comme je vous dis, mais pas comme je fais moi-même. »

En paroles, on mène une bataille de classe, dans la réalité on fait tout pour s'incruster dans les rouages d'une « démocratie municipale » à peu près totalement contrôlée par l'Etat capitaliste. De ce fait la bataille contre l'U.D.R. apparaît moins comme une bataille qui prolonge celle qui se joue en ce moment au niveau des entreprises contre le chômage, l'intensification des cadences, les licenciements de délégués et de militants que comme un combat pour occuper la place. On ne peut nier, bien sûr, qu'il serait très négatif de voir l'U.D.R. pénétrer en force dans

les municipalités jusqu'alors dirigées par des organisations de gauche, mais mener une campagne de gestionnaires n'est pas le meilleur moyen de répondre à l'offensive gouvernementale et patronale.

Des contre-vérités

C'est ce que le P.S.U. explique depuis plusieurs mois inlassablement. Ce sont les positions qu'il a défendues dans les négociations nationales avec le P.C.F. C'est justement ce que le P.C.F. tente de cacher à ceux qu'il influence. En effet le rapport de Claude Poperen falsifie purement et simplement les positions et propositions de notre parti. Qu'on en juge : « Nous pensions que le P.S.U., ses dirigeants, après leurs échecs nombreux et successifs : démission de maires, défaites électorales, destruction de l'U.N.E.F., suivie de la démission, quasi-inexistence dans les entreprises, etc., auraient assez de bon sens politique pour reconsidérer leurs exigences. Il n'en a rien été. Ils ont préféré maintenir la possibilité d'alliance avec les gauchistes et continuer à défendre la conception utopique de municipalités comme îlots possibles de socialisme en recherchant selon leur résolution « les points de rupture comme centre de stratégie à l'intérieur des municipalités. » En même temps, ils dirigent leurs coups contre le « totalitarisme des maires » ce qui rejoint la campagne de l'U.D.R. contre l'administration en dédouanant dans les deux cas le pouvoir. »

Ce beau morceau qui présente comme des citations ce qui n'est qu'interprétation frauduleuse, attribue tout naturellement au P.S.U. ce que ce dernier rejette explicitement.

La plate-forme de notre parti dit-elle qu'il n'est pas possible d'utiliser la gestion municipale pour avancer vers le socialisme, dans la bouche de C. Poperen cela devient le contraire et ainsi de suite. Passons sur les appréciations portées sur notre parti et son état de santé (« L'Humanité » n'a même pas daigné envoyer un journaliste à notre dernier conseil national), passons aussi sur la déclaration concernant l'U.N.E.F. (les étudiants communistes sont orfèvres en matière de destruction), pour retenir l'amalgame fait du P.S.U. et de l'U.D.R. Cela juge son auteur. Constatons pourtant qu'au Havre le P.C.F. déclare se réjouir de l'appel du P.S.U. à voter pour la liste qu'il patronne.

C'est beau la logique. Il est vrai que « L'Humanité » a caché à ses lecteurs que le P.S.U. n'avait refusé sa participation à ladite liste parce qu'il y avait eu rupture du front de classe, tant à cause de la plate-forme adoptée qu'à cause de la participation de radicaux qui ont l'aval de Servan-Schreiber.

On semble avoir oublié au P.C.F. qu'on doit la vérité aux masses comme le disait Lénine, parce que la vérité est toujours révolutionnaire comme le disait aussi le grand révolutionnaire italien Antonio Gramsci. □

Découverte et Culture

Ski à Meije 2000

Une petite station mais qui satisfait les meilleurs skieurs ; l'organisation collective de la vie dans le chalet (le ravitaillement et la cuisine sont faits en commun grâce aux sommes gérées par les participants), des discussions lors des veillées.

200 francs = séjour d'une semaine plus remontées mécaniques illimitées plus 2 h de cours de ski par jour.

Cheval en Haute Provence

Après des mois de travail, métré, boulot, dodo... Récupérer. Traverser la Haute-Provence, apprendre à connaître à travers les multiples contacts... et tout cela au cours de randonnées dans la région, la tente et les casseroles sur le cheval.

510 francs = séjour de deux semaines tout compris (cheval plus pension)

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. 325-00-09.

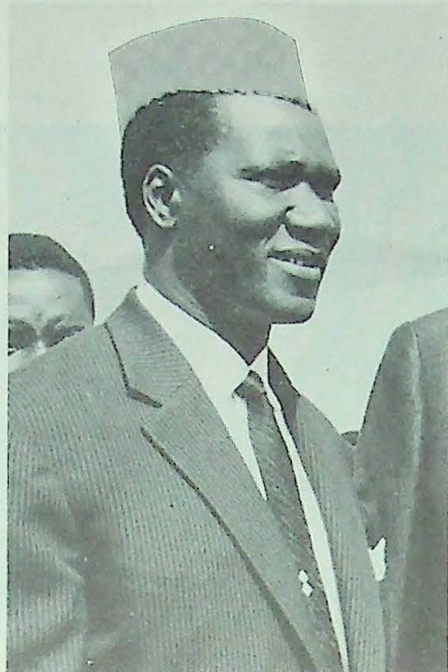
La presse raconte Conakry

Rémy Grillault

L'annonce, le lundi 25 janvier, de l'exécution de 58 condamnés à mort en Guinée a suscité de vives réactions dans la presse française.

Protestations sincères chez les uns, comme « Politique Hebdo » qui refusa de « mettre dans le même sac procès de Yaoundé et procès de Conakry ». Protestations plus douteuses dans l'ensemble de la « presse libérale », qui ne respecta pas la réserve de l'agence Reuter citant Radio Conakry.

Les titres sont éloquentes : « Arrêtez le massacre » (*La Nation*), « Pauvre Guinée », dit Mennelet sous un bandeau : « Sekou Touré a osé faire pendre les 58 condamnés. » *L'Aurore*, de son côté, vit dans « les pendaisons en rafales, des affaires tribales. »



M. Sékou Touré.

Une méprise singulière

Un certain temps se déroula avant que ne soit connue la vérité. On apprit alors que huit personnes seulement, quatre hauts fonctionnaires du régime, jugés traîtres à leur patrie et quatre mercenaires, avaient été exécutés.

Aux « passions légitimes » des premières dépêches succéda un silence et un mutisme singuliers. Les seuls articles qui parurent étaient embarrassés et rejetaient la faute de la méprise sur la « Voix de la Révolution », captée à Abidjan.

Les témoins du procès rentrèrent dans leurs pays respectifs. Pour M. Mivedor, ministre togolais des transports : « Tout s'est passé démocratiquement. Nous n'avons pas vu d'avocats, mais cela correspond au système même du jugement organisé en Guinée. »

Robert Lambotte, envoyé spécial de « L'Humanité » et seul occidental admis comme observateur au procès, rappelle la « légitime émotion » soulevée dans tout le pays le 22 novembre 1970 par les forces impérialistes du Portugal. Cette expédition fut organisée de l'intérieur par un ancien commandant des Waffen S.S., Herman Siebold, coopérant technique de l'Ailemagne de l'Ouest en Guinée, et par l'un de ses agents le comte von Tiesenhausen, directeur d'une entreprise commerciale à Conakry.

L'agression de la Guinée, le 22 novembre 1970 fut brutale. D'importantes forces portugaises et plusieurs colonnes d'exilés guinéens recrutés au Sénégal ou en Côte d'Ivoire envahirent Conakry, bombardant le palais présidentiel où se trouvait Sékou Touré, massacrant d'horrible manière, dans le principal camp militaire de la ville,

tous les officiers — 500 au total — qu'ils purent capturer. Scènes de torture et d'exécutions sommaires, confirmées par les récits des témoins.

Ce chiffre et ces atrocités sont confirmés par Sékou Touré lui-même dans un message au pape Paul VI.

L'agression se termine mal, ce 22 novembre, pour les assaillants, que la population armée repousse à la mer.

En décembre dernier, les Nations Unies condamnent dans une résolution cette attaque armée... La France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et les Etats-Unis s'abstiennent.

Cette attitude de l'opinion internationale ne suffit pas à calmer le peuple guinéen, qui se sent menacé sur ses frontières.

C'est en fait, le septième complot ou agression que la République de Guinée connaît depuis son accession à l'indépendance, en octobre 1958.

Le peuple et la justice

Le peuple guinéen a réclamé justice à sa façon. Par avance, Sékou Touré s'était démis de son droit de grâce devant l'émotion populaire. Dans l'ensemble du territoire 8.000 comités de base du parti démocratique de Guinée se constituèrent, leur décision fut remise à 260 sections du parti qui en déféra, après avis, à 30 fédérations. Partout, le même verdict fut prononcé : la peine de mort pour les 92 condamnés avec exécution publique. L'Assemblée nationale transformée en tribunal du peuple resta en-deçà de cette décision, en condamnant à mort 58 des accusés.

Peut-on, sans réserve, condamner les Guinéens ? □

jeudi
4 février

POLITIQUE Hebdo

numéro 18

- La province : tiers-monde français ou tiers-monde européen ? Régionalisation, pouvoir régional : deux masques de la colonisation.
- Defferre ou la bourgeoisie aux affaires. Marseille à la veille des municipales.
- Les communistes italiens et la Chine. Un virage en douze articles de « L'Unità ».
- La révolution individuelle par Gébé.

ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F
Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F

POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10^e
C.C.P. La Source 31-813-28

En rupture avec le réformisme

Jean-Laurent Cascarano

Nos camarades de la Ligue Communiste viennent de consacrer deux articles, dans **Rouge**, au mouvement étudiant. Cet intérêt soudain n'est pas le fruit du hasard, mais correspond à la modification d'un certain nombre de données qui forcent toutes les organisations d'extrême gauche à redéfinir leur tactique étudiante.

Les luttes de masse

La situation actuelle se caractérise par une persistance de la combativité étudiante ; de multiples conflits partiels ont éclaté au cours du premier semestre et trois luttes importantes se sont déroulées à Caen, Toulouse et Poitiers. La politique universitaire de la bourgeoisie, l'incertitude dans laquelle sont plongés les étudiants quant à leurs débouchés professionnels, l'apparente anarchie de la restructuration, les impératifs de l'austérité, la crise permanente depuis trois ans du traditionnel consensus universitaire (problèmes - réforme) et des valeurs sous-jacentes, provoquent aujourd'hui des révoltes du type de celles de Caen ou de Poitiers, différentes des grandes luttes revendicatives (grève de médecine, langues) de l'année dernière, parce qu'elles se transforment rapidement en affrontement politique avec le pouvoir : heurts avec la police à Toulouse et campagne contre la répression, manifestations contre les conditions désastreuses de sécurité à Poitiers et mise en accusation de l'urbanisme de profit et des spéculateurs-politicards. Ce que les étudiants en langues (et dans une moindre mesure en médecine) n'ont pu trouver lors de leurs grèves l'an dernier : les médiations politiques qui brisent le ghetto universitaire (ou intersyndical de l'A.J.S.) pour élargir leur lutte à d'autres couches de la population, pour faire des luttes de l'école, les luttes de tous, permettant de transformer le rapport de forces en leur faveur, les étudiants de Toulouse, de Poitiers l'ont trouvé et ont fait reculer le pouvoir. Les conditions ont certes été favorables au mouvement étudiant dans les deux cas, les erreurs tactiques des représentants du pouvoir ayant largement limité leur marge de manœuvre, mais il n'en reste pas moins vrai que, dans la période actuelle, les luttes étudiantes n'auront de débouchés politiques que dans la mesure où elles trouveront des relais dans d'autres couches de la population et notamment dans la classe ouvrière.

Les déviations du mouvement

Il s'agit pour les révolutionnaires d'éviter deux types d'erreurs dont le mouvement commence à faire le bilan après deux années d'errements :

A s'enfermer dans une perspective strictement universitaire : « organiser un grand mouvement corporatiste dirigé par les révolutionnaires », ou présenter aux masses étudiantes un programme revendicatif articulé autour de thèmes susceptibles de remettre en cause le fonctionnement des structures de l'université bourgeoise (les examens, clé de voute du système, la hiérarchie des diplômes) dans le secret espoir que les masses étudiantes, s'emparant de ces mots d'ordre, transforment qualitativement le mouvement étudiant en mouvement anticapitaliste.

A mettre entre parenthèses les causes profondes de la crise de l'université et la nature du milieu étudiant, proclamer que l'idéologie bourgeoise se meurt sur ce terrain afin d'achever la destruction de l'université comme si celle-ci était indépendante de l'appareil d'Etat bourgeois, comme si le mouvement étudiant (sur son terrain) avait globalement conscience des intérêts historiques... du prolétariat.

Ces orientations (certes, ici, analysées de manière schématique) relèvent en fait de la même hypothèse stratégique première : chercher à résoudre la crise de l'université dans le cadre de l'institution universitaire elle-même.

Les tâches des révolutionnaires

Les tâches des révolutionnaires sont tout autre : il s'agit, pour paraphraser Lénine, d'« expliquer à la masse des protestataires, la signification objective des conflits », « d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique conscient »... [« de faire assimiler les conclusions qui découlent des trois années de la révolution »]. Ces phrases de Lénine sont aujourd'hui d'une actualité brûlante. Les courants du mouvement révolutionnaire qui continuent à diviser les luttes étudiantes en luttes universitaires (que les étudiants comprennent) et luttes politiques (qui seraient le fait des groupuscules) sont dans l'impasse.

A l'inverse les courants « avantgardistes » développent une agitation politique de plus en plus lar-



A.D.N.P.

ge, qui débouche inévitablement sur la phraséologie révolutionnaire et la coupure avec le milieu.

Pour nous, la radicalisation du mouvement étudiant procède de la convergence de multiples éléments : combativité ouvrière, situation politique intérieure et internationale, acuité de la crise universitaire. L'intervention permanente des révolutionnaires sur ces différents plans (propagande, agitation) devient alors une nécessité pour encadrer, favoriser la maturation politique du mouvement étudiant. Toute autre voie condamne irrémédiablement au suivisme vis-à-vis des tendances inhérentes au milieu, le réformisme et le révolutionnarisme.

Accumulation primitive ou travail de masse ?

La politique de nos camarades de la Ligue Communiste montre leur incapacité à maîtriser un tel processus. Le brusque virage universitaire pris par le B.P. de la Ligue en septembre 1970, a entraîné une série « d'initiatives » des cellules étudiantes qui ont proposé la création de « comités de lutte contre la restructuration » dans les différentes facultés. Ces initiatives n'ont trouvé que peu d'échos dans le mouvement étudiant : l'agitation sur l'augmentation des tickets de resto-U, dans une période peu propice (début octobre) a échoué lamentablement, la propagande générale sur la rentabilisation, faute de débouchés, de points de cristallisation immédiats a disparu dès le 15 novembre. Dès lors, rectifiant la ligne, nos camarades du B.P. ont lancé leurs militants dans la campagne sur les procès de Burgos, suivie aujourd'hui de la campagne Vietnam. Il n'est plus aujourd'hui question d'intervention sur la politique universitaire de la bourgeoisie, d'exploitation de l'échec de la participation.

Cette vision « fragmentaire » de l'intervention dans le mouvement étudiant, le travail purement propagandiste, ne font que perpétuer ce que Weber soulignait déjà en mars 1970 (avant les événements de Nanterre), « l'incapacité de l'organisation à faire un travail de masse ». Face à cette inadéquation, l'attitude des cellules de base de la Ligue tend à se diversifier de plus en plus ; les uns développent une propagande strictement universitaire, les autres redécouvrent les joies de la contestation des cours, les troisièmes « réactivent politiquement le milieu », les derniers enfin appliquent consciencieusement les directives du B.P. Il serait naïf de croire que les problèmes se limitent à un strict rapport « technique » avec les masses étudiantes. Les « tournants » divers du B.P. de la Ligue procèdent à des objectifs radicalement différents de ceux que nous pouvons avancer. Il ne s'agit pas pour eux de développer les luttes étudiantes pour les lier à celles des travailleurs et notamment à celles du mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière ; il s'agit pour nos camarades du B.P. de procéder à « une accumulation primitive de militants révolutionnaires ». Cette hypothèse indiquée, tout est bon, pour regrouper ce noyau révolutionnaire : de la démarcation avec les courants qualifiés de « hippies, mao, et autres spon-tex » à la récupération (si possible) d'une fraction des étudiants du P.S.U. L'idée fixe de nos camarades a trouvé sa plus belle expression à Censier, la semaine dernière. Après les heurts A.J.S.-U.E.C., le B.P. de la Ligue, sans tenir aucun compte de la mobilisation étudiante sur le procès Angela Davis, parachuta un « meeting de clarification » sur la démocratie ouvrière. Résultat : soixante gauchistes hilares écoutent les militants de la Ligue, eux-mêmes visiblement sceptiques sur la fonc-

tion politique d'un tel meeting. Quelques jours plus tard, après une campagne sérieuse, le Secours Rouge organisait un meeting auquel assistaient six cents étudiants, pour le soutien aux Noirs américains.

La leçon de ces deux expériences est significative ; elle se passe de commentaires. Entendons-nous, il ne s'agit pas d'esquiver le problème du regroupement des révolutionnaires dans l'université, il s'agit d'une divergence essentielle sur la tactique de regroupement des révolutionnaires (et pas simplement à l'université). La maturation politique des franges étudiantes « en révolte radicalisée » se fera à travers leur insertion dans les luttes et non dans des débats « de clarification » sans aucun lien avec la pratique réelle.

Le cadre de notre intervention

Notre départ de l'U.N.E.F. n'est pas dans ces conditions motivé principalement par le fait que les réformistes y soient majoritaires, mais parce que nous pensons qu'il y a possibilité de regrouper aujourd'hui une frange importante du mouvement étudiant en rupture avec le réformisme.

Cette volonté de la gauche étudiante de se regrouper dans des structures unitaires non cartellisées, quel que soit leurs noms, se manifeste actuellement dans la plupart des facultés, parfois indépendamment des organisations politiques. Ces structures doivent permettre de développer et d'encadrer les luttes étudiantes, assurant tout à la fois l'intervention sur les thèmes universitaires et sur les thèmes politiques. L'U.N.E.F. n'est plus que le champ clos d'un triste combat militaire et organisationnel entre deux groupes rivaux, et il s'est certes créé un espace politique pour une organisation nationale du mouvement étudiant sous direction des révolutionnaires.

S'il y a nécessité de lutter contre l'émiettement et les tendances localistes dans le mouvement étudiant, on ne saurait pour autant parachuter une direction ou une plate-forme de clarification quelconque dans la période présente sans tomber dans une opération bureaucratique n'ayant fonction dans le processus de restructuration du mouvement étudiant.

C'est dans les initiatives concrètes que le mouvement peut progresser, que la clarification politique peut se faire. Il s'agit de développer une ample mobilisation (notamment à l'occasion du 21 février) à travers les comités de lutte, les C.A., les structures de masse en les coordonnant, en annihilant dans la pratique les tendances du localisme et l'émiettement dans la perspective de refaire du mouvement étudiant une force politique intervenant dans le champ de la lutte de classe. □

La "grande" réforme marche bien !

Albert Rousselles

La mise en place de la réforme de l'université, œuvre d'E. Faure, prolongée par son successeur Guichard, s'achève.

Elle a commencé dans l'année 1968-69 par la politique de participation, la constitution des Unités d'enseignement et de recherche, remplaçant les anciens départements et instituts des facultés, et par les élections aux Conseils provisoires de gestion des U.E.R., et ensuite (au 2^e degré) au Conseil provisoire de gestion de la faculté.

Elle s'est poursuivie par la « restructuration » des universités : des commissions émanant des conseils provisoires des facultés ont élaboré des projets, soumis à l'approbation du ministère et des rectorats, pour réunir un certain nombre d'U.E.R. en une université. Le problème s'est d'ailleurs posé surtout dans les grandes villes, Paris-centre par exemple, pour les facultés de Droit-Sciences Economiques, de Sciences de la Halle-aux-Vins et de Lettres de la Sorbonne.

Rappelons que cette restructuration était liée, dans les textes fauriens, à la nécessité d'universités pluri-disciplinaires : théoriquement, éclatement des anciens découpages, et réunion dans la même université de médecins, littéraires, etc. par ex. Cette pluri-disciplinarité présentait, entre autres, pour le pouvoir l'avantage de réunir des disciplines apparaissant dangereuses (voir le mythe de la sociologie par ex. dans la presse bourgeoise !) et d'autres qui sont rassurantes : le « conservatisme » des médecins est bien connu ! Pluri-disciplinarité sur le papier, en fait replâtrage et saupoudrage, les cloisonnements anciens étant maintenus.

Les illusions du réformisme.

L'opération semble rentable : elle a permis de canaliser l'« activité » d'un certain nombre d'enseignants, plongés dans l'élaboration de nouvelles universités (la répression et la restauration passent plus facilement quand les intérêts sont diversifiés), celle du S.N.E.Sup, dont la direction appartenant à la tendance proche d'Unité et Action du S.N.E.S., animée par des militants du P.C. cautionne les élections et se complait aux jeux parlementaires, et celle enfin de quelques mouvements d'étudiants, participant avec enthousiasme... (ils restent peu nombreux !).

Ainsi elle apparaît comme liée au problème de la participation. Elle a permis d'opérer un clivage dans le milieu étudiants et enseignants, les vraies luttes ne se posant pas dans ce cadre, et d'autre part, de faire apparaître assez nettement les limites et les illusions du réformisme.

Ainsi, un certain nombre d'enseignants « minoritaires » du S.N.E.Sup se sont engagés totalement dans la construction de l'université Paris VII



D.R.

(que certains n'ont pas craint de qualifier d'« université socialiste » !), opposée, pour les Lettres à Paris IV, où l'on trouve le célèbre Deloffre, et l'état-major de l'U.N.I. (organisation universitaire d'extrême-droite), et, pour les sciences à Paris VI (l'université de Zamansky).

Pour que leur université marche bien, certains opposants de la politique de participation et d'intégration acceptent maintenant d'entrer dans le système des élections (qui seront terminées à la fin du mois pour toutes les nouvelles universités).

Les critères du pouvoir bourgeois.

Un autre aspect du problème apparaît alors : celui de la concurrence instaurée entre ces différentes universités :

Toutes celles qui offrent un enseignement dans les mêmes disciplines se doivent de prouver leur sérieux, pour attirer à elles et les étudiants, (le nombre de ceux-ci apparaissant déterminant, au moins sur le papier) et par là-même les caudex des ministères des Finances et de l'Éducation nationale : c'est-à-dire postes d'enseignants, contingent d'heures complémentaires, locaux, personnel administratif et technique, matériel, etc.

Or, comment prouver que l'on est une université sérieuse, sinon en adoptant les critères du pouvoir bour-



A.D.N.P.

geois : efficacité et rentabilité, entre autres, c'est-à-dire en entrant encore plus nettement dans le système de la sélection par le contrôle continu et l'examen.

Calquée sur cette restructuration, s'opère la restructuration des sections syndicales qui, pour la majorité du syndicat, devront coller au découpage ministériel (même si plusieurs universités fonctionnent dans les mêmes locaux !).

Là aussi, on entre à plein dans les vues du ministère : cloisonnement accru, émiettement de la contestation, etc. En somme on voudrait faire croire que les problèmes seront spécifiques à chaque université : par ex. un assistant de Paris VII estimera que cette université est son œuvre, et qu'il se doit de la faire fonctionner le mieux possible, pour la plus grande gloire du pouvoir bourgeois, tandis que le même assistant, à Paris IV par ex. se lamentera en constatant que de méchants mandarins s'efforcent de faire fonctionner cette université le mieux possible, en servant de leur mieux l'idéologie dominante, et en s'efforçant d'en assurer la transmission ! Bel exemple de myopie !

Vive la nouvelle société !

De toute façon, de par l'attitude des enseignants qui ont accepté dans l'ensemble d'entrer dans les vues du gouvernement, pour une large mesure, la restructuration est achevée, et se présente, sur le papier, de façon satisfaisante : on peut annoncer que la grande réforme est entrée dans les faits, et le système concurrentiel de ces universités semble prometteur ! Vive la nouvelle société ! Sans doute n'est-il pas inutile, ici, de signaler qu'un certain nombre de statuts de ces universités institutionnalisent l'entrée officielle dans les conseils de représentants de l'industrie, et donc des intérêts du patronat. Vive la participation !

Une fois de plus, la véritable force est bien celle que représentent les étudiants, et la nécessité d'actions anti-capitalistes d'envergure, réunissant étudiants et enseignants révolutionnaires, s'impose à l'évidence.

L'impérialisme et le pétrole

C. Leucate

Le conflit pétrolier ouvert entre la France et l'Algérie depuis juillet dernier va sans doute trouver cette semaine une conclusion provisoire. Le gouvernement aura dû faire droit à une partie au moins des revendications algériennes, généralement qualifiées de « prétentions insupportables » par l'ensemble de la presse de « Minute » au « Monde ».

Dans ses enjeux, ce conflit ne peut être compris qu'en référence à celui qui se déroule dans le même temps à l'échelle mondiale entre grands pays capitalistes acheteurs de pétrole et les principaux producteurs regroupés au sein de l'O.P.E.P. (organisation des pays exportateurs de pétrole). A Téhéran comme à Alger ce qui est en cause ce sont les privilèges des grandes compagnies pétrolières (ERAP en Algérie, ESSO et BP ailleurs) qui monopolisent à leur profit l'extraction, la transformation et la distribution des grandes ressources pétrolières du tiers monde, notamment des pays arabes. C'est pourquoi, dans l'un et l'autre cas ce sont les mêmes problèmes qui sont l'objet des affrontements :

- relèvement des « prix de référence » (pour tenir compte notamment de la hausse des cours mondiaux du pétrole consécutive à la guerre israélo-égyptienne et aux exigences du régime nationaliste libyen).

- relèvement des redevances fiscales dues par les compagnies pétrolières aux pays producteurs au-delà du « fifty-fifty » (50 %) devenu la règle internationale depuis que le régime Mossadegh l'a imposé en Iran en 1952.

- obligation faite aux compagnies étrangères de réinvestir sur place — notamment dans la prospection ou l'équipement industriel — une partie au moins de leurs profits, à l'heure actuelle très largement rapatriés vers les métropoles impérialistes.

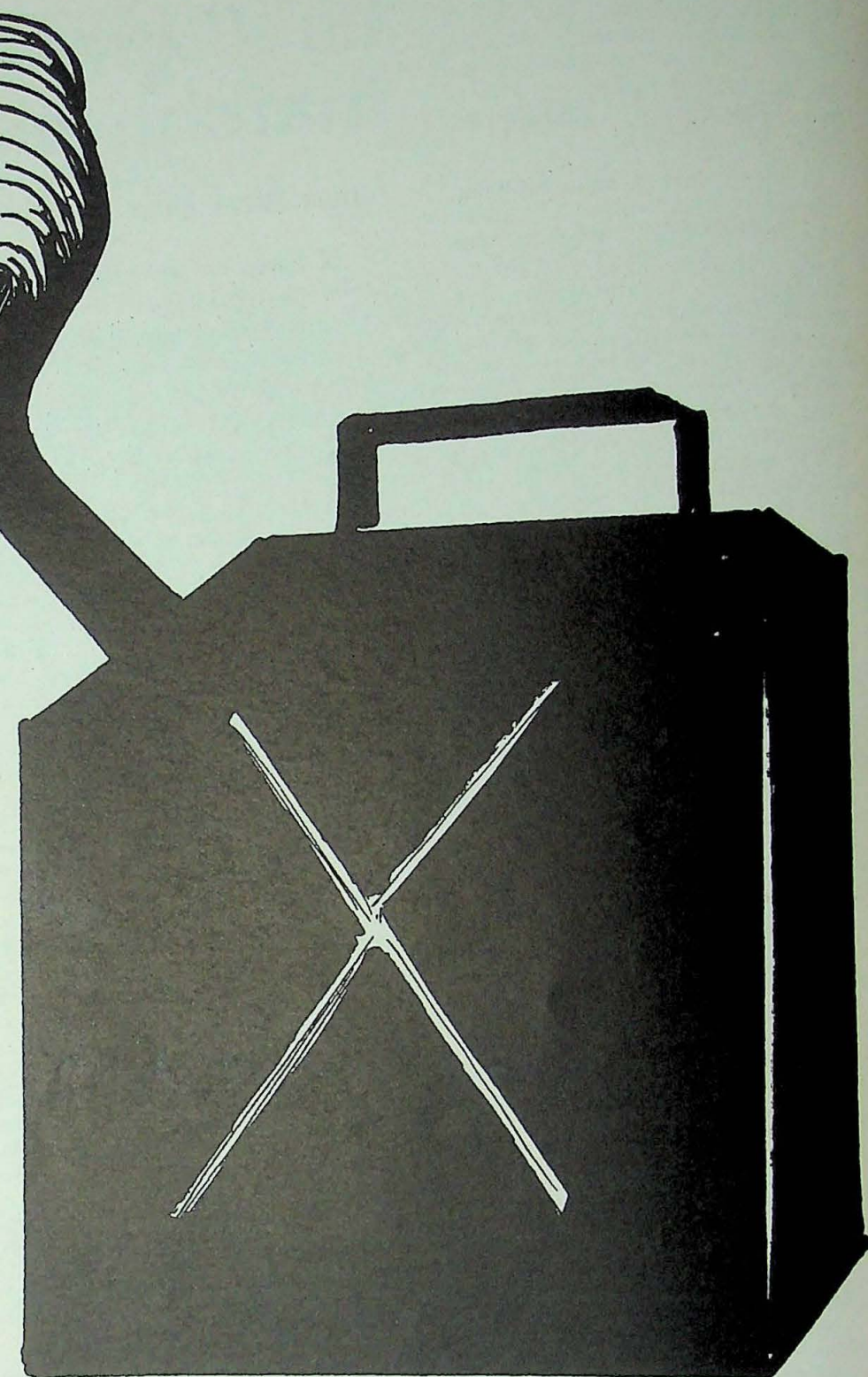
Ces deux conflits parallèles sont caractéristiques des contradictions actuelles de l'impérialisme mondial. Ses formes traditionnelles — exportation de capitaux par les économies dominantes, exploitation directe des économies dominées, pillage des matières premières et rapatriement massif du surplus économique — se heurtent aux conditions mêmes de développement du capitalisme dans les pays du tiers-monde.

Le renforcement politique et économique des « bourgeoisies nationales »

qu'elles soient « progressistes » ou directement liées à l'impérialisme, implique qu'elles s'assurent une certaine capacité d'accumulation capitaliste et d'industrialisation sur une base nationale. Ce qui fait l'enjeu des conflits actuels entre états du tiers-monde et monopoles impérialistes internationaux, c'est donc la définition d'un nouveau partage du surplus économique qui suppose à la fois la définition de nouveaux prix des matières premières, de nouvelles conditions à l'investissement étranger, etc.

Même si cette offensive en faveur d'un « développement national » qui se fera dans la plupart des cas sur la base du mode de production capitaliste ne fait souvent qu'ouvrir de nouveaux débouchés aux formes les plus avancées de la domination financière et technologique et le renforcement de l'organisation des producteurs, l'impérialisme défend encore pied à pied ses privilèges traditionnels. On le voit bien en matière pétrolière. Menacés dans une source de profits considérables et dans un approvisionnement en énergie et en matières premières pétrolières, décisifs pour leur développement industriel (les pays de l'O.P.E.P. assurent 85 % de la production d'hydrocarbures), monopoles et Etats impérialistes n'auront jamais autant serré les rangs de leur Sainte-Alliance contre les pays du tiers-monde. Le président Nixon a donné le soutien politique le plus explicite au cartel international qui regroupe les plus grandes compagnies anglo-saxonnes. Et face à la menace commune, les rivalités d'impérialismes s'estompent : pour la première fois, abandonnant la diplomatie personnelle d'impérialisme africain, la France est venue officiellement appuyer les thèses développées par ce même cartel aux négociations de Téhéran.

Celles-ci sont bien représentatives du réformisme que les pays dominants tentent de développer à l'échelle mondiale pour endiguer la montée des luttes anti-impérialistes. En proposant aux pays producteurs une clause à long terme d'échelle mobile des prix pétroliers, ils pratiquent une politique assez comparable à celle que représentent les « contrats de progrès » dans la lutte de classes en France. Là aussi, il s'agit de jouer des divisions de l'adversaire — pays « progressistes », féodalités arabes, modérés divers... — pour imposer, en contrepartie des concessions économiques limitées, le gel durable de toutes revendications nouvelles... Ce serait aussi obtenir l'adhésion des pays dominés à un nouveau « pacte



colonial », les enfermant définitivement dans la revendication strictement économique (« la stabilisation du cours des matières premières ») et leur interdisant une remise en cause plus profonde du type de développement des formes de dépendance internationales qu'impose la domination mondiale du mode de production capitaliste.

Dans cette stratégie, le jeu propre à l'impérialisme secondaire français mérite d'être rappelé.

Les accords d'Evian puis les accords pétroliers franco-algériens de 1965, fleurons de la « grandeur » et de la « générosité » gaulliennes, mettaient en fait en place l'un des dispositifs les plus complets et les plus habiles du néo-colonialisme français. Tout y était donnant-donnant : l'approvisionnement pétrolier contre l'aide financière ; l'achat du vin contre la fourniture à bons prix de biens d'équipement ; la surexploitation des chômeurs algériens par l'industrie française contre la « coopération culturelle et technique »...

Mais tout en jouant en permanence de ces moyens la France n'a pu globalement imposer à l'Algérie l'allégeance politique inconditionnelle et le modèle de développement économique et cul-

turel le plus conforme à ses intérêts. Nationalisation des terres de colonisation et des « biens vacants », des usines, des banques et des assurances, ouverture aux capitaux américains et soviétiques, diversification des relations commerciales... l'Etat algérien a su jouer au mieux des rivalités entre impérialismes et de l'absence pour la France d'une réelle alternative à une politique de grandeur limitée au « pré carré » africain ou au bassin méditerranéen, pour prendre progressivement le contrôle effectif du patrimoine économique national et faire payer au meilleur prix ses ressources en matières premières...

A l'égard de cette expérience ou des autres « progressismes » arabes, il appartient sans doute au mouvement révolutionnaire d'analyser en toute objectivité les objectifs et les forces sociales que s'y donne le développement national. Mais s'il en fixe les limites, un tel jugement ne doit pas faire sous-estimer le caractère objectivement progressiste de la lutte menée à travers tout le tiers-monde contre les manifestations les plus brutales de l'exploitation impérialiste, ni la part importante que le capitalisme français prend à celle-ci. □

Féminisme ou mixité ?

Le problème de la femme est devenu un problème d'actualité, ce qui nous fait un peu sourire car il semblerait que, tout à coup, un nouveau type de femme vienne de naître « adulte et majeure », donc ayant droit à son égalité avec l'homme.

On ne peut cependant nier les millénaires d'oppression et de confusion qui ont, en fait, fabriqué une femme mineure, soumise, esclave du foyer, repos du guerrier, inapte à participer à la vie politique, reléguée à des tâches subalternes dans la vie professionnelle et sociale.

De fausses réformes font croire qu'on lui donne le droit de s'émanciper : droit de vote, par exemple, qui leur a été accordé, en fait parce qu'il servait la « droite » qui sait que la femme, à l'heure actuelle peu politisée, et pour cause, votera pour l'ordre et la continuité. L'évolution des mentalités quant à la sexualité et la contraception ne contribue pas à la libération de la femme mais à une aliénation plus subtile et plus difficile à combattre. Et combien d'autres exemples !

De la situation individuelle...

C'est pourquoi quelques femmes de Roubaix, adhérentes au P.S.U., se sont posées le problème et l'ont posé à leur section. Elles en avaient assez d'être des femmes adhérentes, d'avoir des idées et de ne pouvoir les exprimer, d'être tributaires de leur mari et de leurs enfants pour leurs engagements, de paraître peu formées politiquement parce qu'elles n'employaient pas le jargon politique.

Ces femmes, conscientes de leur aliénation dans une société faite par des hommes au bénéfice des hommes, ont donc décidé de se réunir pour poser ces problèmes, pour analyser ces situations, pour faire partager à d'autres femmes leur recherche et leur réflexion.

Leur but c'était de prendre conscience, ensemble, des problèmes spécifiquement féminins des obstacles qui se présentaient pour être participantes à part entière dans la contestation et l'édification de la société, de poser certains problèmes qui ne sont jamais abordés par les hommes et, ensuite, de porter le résultat de cette analyse aux groupes mixtes dont elles font partie. C'était aussi de se former politiquement et de faire partager à des femmes non politisées cette prise de conscience et de leur permettre de s'insérer ensuite dans les structures du parti.

Si notre expérience a été très favorablement accueillie à Roubaix et a eu des résultats très positifs. Depuis la création du groupe en 1968, le nombre de femmes est passé de 10, pour la plupart femmes d'adhérents, à 46, pour la plupart des militantes. Il y a eu par contre de nombreuses réticences d'hommes et de femmes de certaines sections. C'est pourquoi, à partir de cet article, nous proposons d'ouvrir le débat à ce sujet.

... à la libération collective

Nous affirmons, quant à nous (groupe de Roubaix), qu'il y a des problèmes spécifiquement féminins, dans la situation actuelle. Les hommes (en général y compris ceux de notre parti) ne sont pas prêts à perdre leur privilège et à admettre l'égalité de la femme. Certains durcissent leur position, d'autres essaient de récupérer à leur avantage la volonté d'émancipation de la femme. De plus, seraient-ils tous féministes, les structures en place ne permettent pas cette égalité.

Il est donc important que la femme qui est encore une colonisée, prenne conscience avec toutes les femmes de son aliénation pour pouvoir créer, ensemble, un rapport de forces suffisant pour poser les problèmes et exiger leurs droits.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas d'un mouvement « féministe » qui excluerait les hommes, mais nous sommes lucides et nous ne voulons pas que nos problèmes soient pris avec paternalisme et condescendance mais avec sérieux, et l'expérience prouve que, dans l'état actuel des choses, les hommes étant ce qu'ils sont, les dominateurs, les femmes étant ce qu'elles sont, les dominées encore trop passives, le groupe femme est une étape indispensable et réaliste.

Ceux qui s'opposent à cette idée (et qui, en fait n'ont pas encore fait leur preuve) disent que la femme ne se libérera de son aliénation que dans un groupe mixte. C'est là qu'elle découvrira que la lutte contre le capitalisme, elle doit aussi la mener pour sa propre indépendance et pour sa parité avec l'homme. C'est la seule façon de poser vraiment le problème aux hommes car la libération de la femme passe par la libération du couple.

De cela nous sommes bien persuadées mais le réalisme nous pousse à défendre le « groupe femme » d'autant plus qu'en même temps, ces femmes se retrouvent dans un

MÉTRO BOULOT DODO

MARMOTS



groupe mixte de quartier, comme adhérentes ou sympathisantes et que, depuis, elles y prennent mieux leur place et où elles assument des responsabilités parfois importantes.

Mais le groupe femme refuse de faire des actions spécifiques ce qui, à notre avis, le ferait devenir « le club féminin ».

Les femmes participent aux actions de la section, des groupes, parfois les proposent et même les dirigent. Elles sont donc bien, à part entière, de la section et le groupe femme est pour elles le moyen de réaliser une libération collective de la femme alors que le groupe mixte ne permet qu'une libération individuelle de femmes déjà plus maîtresses de leur destin et qui savent donc s'imposer et participer.

Cesser d'être dominées...

Le débat est donc ouvert : féminisme ou mixité ? Quel est le meilleur moyen de permettre à la femme de se libérer ?

Il est certain qu'on ne gomme pas d'un coup des siècles d'esclavage ; il est certain que la double aliénation de la femme en tant que travailleuse et en tant qu'objet sexuel, que la non-reconnaissance du statut des travailleuses au foyer, que l'exploitation de la femme par la publicité, que la récupération savante de la société bourgeoise vis-à-vis des femmes, ne seront pas levées d'un coup de baguette magique et qu'il faudra lutter autant contre les hommes que contre les femmes.

Nous sommes d'accord les unes et les autres que sans une révolution profonde dans les mentalités, sans une transformation radicale de la société, cette libération ne sera jamais effective.

C'est pourquoi après avoir pris conscience de cette situation dans le groupe femme, après avoir partagé notre analyse avec le groupe mixte, nous luttons avec l'ensemble du parti, dans nos groupes de quartier et sections pour que la travailleuse soit reconnue et

mène la lutte avec les travailleurs, pour que la femme au foyer ait le statut de travailleuse, pour que l'enseignement ne fasse pas dès le plus jeune âge une discrimination entre la fille et le garçon, pour que la compétence de la femme puisse s'exercer dans tous les domaines et autrement qu'au rabais, etc.

Nous voulons profondément l'égalité de l'homme et de la femme mais nous pensons que l'égalité ne veut pas dire identité et nous ne voulons pas devenir d'autres hommes. Nous nous battons pour avoir notre place dans la construction du monde, au même titre que les hommes, conscientes que nous avons notre part originale à apporter à la révolution.

Nous voulons mobiliser les femmes à ce sujet afin d'imposer des solutions concrètes, indispensables à cette libération car il nous faut créer un rapport de forces, qui, à l'heure actuelle ne nous est pas favorable et sans lequel nous risquons d'être dominées à nouveau. □

Plus obstinés que M. Pleven

Jacqueline Giraud

De Denfert à la Santé, de Montparnasse à la rue Lecourbe, rarement, depuis Mai 68, on avait vu une telle concentration de forces policières. C'était lundi dernier. Le Secours Rouge manifestait.

Il manifestait pour défendre les revendications des détenus politiques, grévistes de la faim, qui dénoncent le scandaleux régime pénitentiaire et qui réclament le statut spécial qu'ont obtenu, avant eux, d'autres détenus politiques.

Un mois plus tôt, le Secours Rouge manifestait pour d'autres détenus : les condamnés à mort de Burgos. Manifestation autorisée : c'est le gouvernement espagnol qui était visé. Et puis, toutes les grandes organisations politiques (« de gauche ») et syndicales, et la grande presse elle-même étaient mobilisées.

Tandis que lundi, c'est le gouvernement français qui était accusé : manifestation interdite. Pourtant, déjouant les prévisions de la police, quelque 3.000 manifestants se sont brusquement dé-

ployés Porte d'Orléans, et ont sillonné, au pas de course, les rues du XIV^e et du XV^e arrondissements.

Mauvais pour l'image de marque

Cette fois, les militants du Secours Rouge étaient seuls. Seuls face à un impressionnant déploiement policier. Pourquoi ?

Parce que rarement le pouvoir a mis autant d'obstination à maintenir sa fiction : il n'y a pas de détenus politiques en France. Sauf un : Alain Geismar. Pour l'exemple.

Car, admettre qu'il y a des détenus politiques, voilà qui serait mauvais pour l'image de marque de M. Chaban-Delmas : dans la « Nouvelle société », celle des « contrats de progrès », il ne saurait y avoir de répression !

Et pourtant, il y en a. Répartis à travers la France, une quarantaine

de détenus politiques sont là pour en témoigner. M. Pleven, ministre de la Justice le sait : à trois reprises, en octobre dernier, en décembre, puis au début janvier, les avocats de ces détenus lui ont longuement exposé leurs revendications. Elles sont modestes : ils réclament ce que l'on a accordé même aux détenus du F.L.N. pendant la guerre d'Algérie, le droit de lire des journaux et des livres politiques, de se réunir et de discuter, de recevoir librement leur famille et leurs amis.

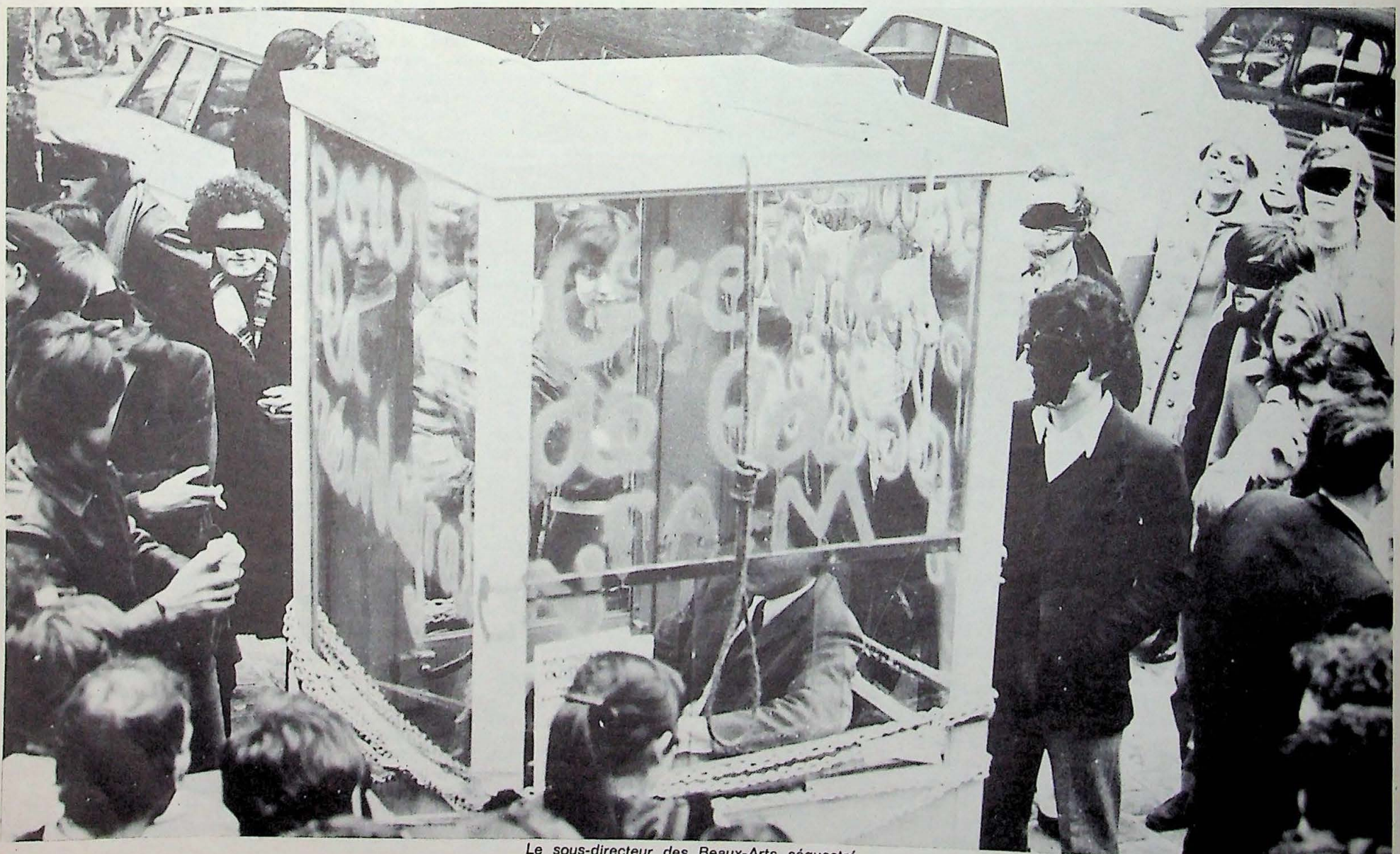
L'objectivité de M. Pleven

Le ministre a attendu que les détenus aient commencé leur grève de la faim pour donner sa réponse : « J'estime ne pouvoir accorder le bénéfice du régime spécial aux détenus intéressés. En effet chacune des infractions poursuivies est une infraction de droit commun, quels qu'en aient été les mobiles invoqués, ne comportant aucun caractère objectivement poli-

tique. » L'objectivité selon M. Pleven prend un sens très particulier quand on sait que ces détenus sont par exemple, trois ouvriers de chez Vittel, deux étudiants arrêtés à Bordeaux alors qu'ils manifestaient pour Burgos, des distributeurs de tracts, etc. « Objectivement », tout cela n'est pas politique !

Un objectif, chaque jour

Et, parce qu'il est obstiné, M. Pleven ne recule devant rien. Vingt détenus sont en grève de la faim depuis le 15 janvier. Quatre à Toulouse, ont même commencé le 4 janvier. Un mois sans manger ! L'épreuve de force tourne à la lutte à mort. L'un des quatre détenus toulousains, Jean-Yves Maubras, en était à sa troisième grève de la faim : 25 jours en septembre, 10 jours en décembre, près de 4 semaines en janvier. Ses jours étaient en danger. Plutôt que de céder sur le principe, M. Pleven a préféré le libérer.



Le sous-directeur des Beaux-Arts séquestré.

Développer un mouvement contre la répression

Mais les autres continuent. Et ils ont été rejoints par des militants non détenus. Depuis le 22 janvier, cinq militants font une grève de la faim dans la chapelle Saint-Bernard de l'immeuble Montparnasse. Puis, un à un, sept autres camarades, jour après jour, ont rallié leur grève. Ensuite, le 28 janvier, trois cheminots de la gare Saint-Lazare, renvoyés pour avoir affiché des tracts, ont commencé une grève de la faim : pour leur réintégration et par solidarité avec les détenus politiques.

Le même jour, Alain Geismar, affaibli par deux grèves successives, était transporté à l'hôpital de la prison de Fresnes.

Enfin, le lundi 3 février, trois lycéens de Montargis ont commencé une grève de la faim.

* M. Pleven s'en moque. Le vendredi 29, à 13 heures, trois grévistes de Maine-Montparnasse accompagnés de Jean-Paul Sartre, sont partis en délégation demander audience au ministre de la Justice. Il a fait répondre par son chef de cabinet qu'il était retenu par un déjeuner. Bon appétit M. Pleven.

Malgré son obstination, le silence ne se fera pas sur cette grève de la faim. Le dimanche 24 janvier, sur les antennes d'Europe numéro 1, Francis Blanche lui a déjà donné une large diffusion, en commentant en détail ce « nouveau régime amaigrissant ».

Les camarades des grévistes ont, le 27 janvier, adressé un ultimatum au ministre : un objectif chaque jour, jusqu'à ce qu'il cède. Le 27, ils ont bombardé la prison de la Roquette de cocktails Molotov. Le 28, ils ont enfermé le sous-directeur des Beaux-Arts — qui avait licencié un gréviste de la faim — dans la guérite vitrée du portier, invitant la population à venir le contempler.

Le 29, à 6 h 50, à l'heure où les gardiens arrivent, ils ont bombardé la prison de la Santé avec des roquettes factices, depuis le toit d'un immeuble voisin. En indiquant par haut-parleur aux gardiens que ces roquettes factices auraient pu être des vraies. Malgré l'intervention des pompiers, la police n'a pas réussi à rattraper les auteurs de ce joli coup.

Et chaque jour, ici et là, des manifestations, de solidarité éclatent. Au métro République, des militants du Secours Rouge ont piqué-niqué, avec ce slogan : « Nous on mange. Eux pas. Pourquoi ? ».

Lors d'une représentation de « 1789 » l'acteur qui joue Marat a fait suivre sa réplique normale : « A quoi devons-nous la liberté, sinon aux émeutes populaires », d'un appel « Soutenons les grévistes de la faim avec le Secours Rouge ».

Il faut multiplier ces manifestations. Car si la vie de quelques dizaines d'hommes, dont certains en sont à leur quatrième semaine de grève de la faim, n'inquiète pas M. Pleven, il faut que les militants révolutionnaires de ce pays trouvent d'autres moyens de l'inquiéter. Et de le faire céder. □

La lutte contre la répression reste une des tâches fondamentales des militants révolutionnaires.

Dans la dernière période, le pouvoir a subi une série d'échecs qui l'ont obligé à se démasquer, à modifier sa tactique répressive : la parution libre de la *Cause du Peuple*, la libération de la plupart des militants condamnés pour reconstitution de ligue dissoute, les acquittements arrachés à la Cour de Sécurité de l'Etat sont autant de points marqués. Le phénomène répressif n'a pas diminué pour autant. Le pouvoir agit différemment. C'est sous le couvert d'une loi anti-drogue qu'il porte atteinte aux libertés. C'est en leur refusant la qualité de détenus politiques qu'il emprisonne les militants. C'est surtout là où se mènent les luttes réelles qui mettent en cause le système capitaliste que les militants sont frappés : paysans, chassés de leurs terres et lourdement frappés financièrement ; travailleurs licenciés, matraqués, emprisonnés, etc. C'est face à ces normes actuelles de la répression que le combat doit être organisé.

Face à cette répression, une certaine forme de réplique s'avère chaque jour plus inefficace : celle qui prend la forme des cartels protestataires plus ou moins durables, entre les organisations politiques de gauche et les organisations syndicales. C'est ainsi qu'un timide essai de reconstitution du cartel contre la loi anti-casseurs a échoué : d'une part il s'est avéré incapable depuis des mois de proposer la moindre action offensive ; d'autre part, le P.C.F. s'acharne à maintenir ses exclusives à l'égard des groupes révolutionnaires frappés par la répression, comme à l'égard du Secours Rouge qui les défend. C'est ainsi que le cartel constitué entre plusieurs organisations pour défendre les révolutionnaires basques lors du procès de Burgos, a fait preuve d'une inadmissible carence après l'énoncé de la sentence de mort, et s'est montré notamment incapable d'organiser une grande manifestation à Paris, si bien que certains de ses membres n'ont eu d'autres ressources que de répondre à l'appel du Secours Rouge.

C'est pourquoi le P.S.U. n'a aucune raison de maintenir sa participation ou d'apporter sa caution aux cartels contre la répression. A ces discussions inefficaces entre appareils, pour qui la lutte contre la répression n'est souvent qu'un prétexte à des opérations partisans, il faut opposer un mouvement de masse uni contre la répression, tel que le Secours Rouge est en train de le devenir. C'est pourquoi le P.S.U. — pour lever toute ambiguïté — n'entend plus discuter avec le P.C.F. des problèmes de la répression aussi longtemps que celui-ci, condamnant

en paroles la répression gouvernementale, appuiera en fait le régime par ses constantes dénonciations de militants révolutionnaires, aussi longtemps qu'il maintiendra ses exclusives à l'égard du Secours Rouge et des organisations qui le soutiennent, et s'opposera en fait au développement d'un puissant mouvement contre la répression.

Le Secours Rouge, auquel le P.S.U. a apporté son soutien depuis le Conseil National de Rouen, a obtenu le soutien de toutes les organisations révolutionnaires qui travaillent ensemble dans ses comités. La multiplication de nombreux comités de base, la campagne menée pour la libération des emprisonnés politiques (notamment lors du procès d'Alain Geismar) et contre la saisie des journaux révolutionnaires, les initiatives contre la répression à l'étranger (soutien à la résistance palestinienne contre le régime Hussein — campagne contre le procès de Burgos) ont fait du Secours Rouge une organisation dont l'audience s'est accrue et dont l'efficacité est maintenant prouvée.

Le P.S.U. souhaite que le Secours Rouge se développe et amplifie son action. Il est conscient que cet objectif sera plus facilement atteint si ses fédérations, ses sections, ses militants se mobilisent encore plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici au sein de l'organisation de masse contre la répression.

Si le P.S.U. n'a en aucune façon à prétendre dicter à l'organisation de masse les choix qui n'appartiennent qu'à elle, ses militants sont fondés à défendre dans les structures du mouvement, à la base comme au sommet, les orientations qui lui paraissent essentielles :

1) Le Secours Rouge ne peut être un cartel entre groupes révolutionnaires qui reproduirait dans ses structures un affrontement de type groupusculaire. Bien qu'il joue un rôle de rassemblement de militants révolutionnaires, il n'est pas le banc d'essai du futur parti révolutionnaire à construire, il n'a pas vocation à définir une analyse ou une stratégie politique globales. Son rôle est de mobiliser dans l'action contre la répression capitaliste tous ceux qui sont victimes de cette répression, ou conscients de la nécessité de lutter contre elle.

2) Il convient de créer partout où la répression frappe et où des luttes se développent, des comités de base du Secours Rouge. Il convient de faire éclater les vastes comités de ville ou d'arrondissement, propices aux discussions sans fin comme aux affrontements entre groupes, quand ils ne sont pas directement liés à des luttes. Le plus rapidement possible et en tout cas avant l'été, il est nécessaire que des assises régionales,

représentatives des différents comités de base, puis des assises nationales formées des délégués des assises régionales, soient à même de fixer l'orientation du mouvement, d'intensifier ses campagnes, d'adopter une structure durable, de remplacer le comité d'initiative provisoire par une direction nationale élue.

3) Afin de dépasser le cadre des seules organisations révolutionnaires, le Secours Rouge doit s'élargir à tous ceux qui, par les luttes qu'ils mènent, peuvent contribuer à développer son influence de masse. Pour les inorganisés, leur mobilisation dépendra du fonctionnement des structures de base, de la capacité des comités à déclencher des luttes contre la répression sur les problèmes concrets. Pour de nombreux syndicalistes — en particulier de la C.F.D.T. et de la F.E.N. — chaque jour plus conscients de l'inefficacité des cartels d'organisations, mais qui prennent leur place dans le combat contre la répression, un engagement massif dans le Secours Rouge devra être facilité par une discussion avec leurs organisations.

4) Les campagnes du Secours Rouge dans les prochains mois doivent être articulées principalement sur trois thèmes :

a) le Secours Rouge doit poursuivre et développer ses campagnes pour la défense des libertés démocratiques ;

b) le Secours Rouge doit également développer l'aide aux militants révolutionnaires étrangers, victimes de la répression dans leur pays. Dans cette lutte il doit mettre l'accent sur la dénonciation de l'impérialisme français. Toutefois il doit privilégier les campagnes sur la répression en France ;

c) le Secours Rouge doit développer prioritairement la campagne qu'il a décidé de lancer contre la répression patronale, et amplifier sa campagne contre la répression subie par les paysans en lutte. Il appartient aux militants révolutionnaires, dans le cadre de leurs diverses organisations, d'animer la lutte contre l'exploitation capitaliste. Chaque fois que le patronat ou l'Etat répondront par la répression, le Secours Rouge devra soutenir et populariser la réplique des travailleurs, et organiser si c'est nécessaire une réponse massive en montrant le lien entre la lutte contre la répression et le combat contre l'oppression capitaliste. □

● Cette résolution a été adoptée à l'unanimité par le Conseil National du P.S.U. le 24 janvier 1971.

Sur le front des luttes

Arthur-Martin

Les six cents travailleurs de l'usine Arthur-Martin à Reims, se sont mis en grève la semaine dernière pour obtenir une augmentation de leurs salaires.

Concarneau

La Société bretonne de Textile possède un directeur qui sait quelle attitude prendre devant les ouvriers qui osent contester ses décisions. Ce monsieur avait décidé de licencier trois délégués qui s'occupaient un peu trop des intérêts des travailleurs. Pour marquer leur opposition à cette mesure les ouvriers ont observé quelques heures de débrayages. Le patron a fermé l'entreprise. Pas moins.

Batignolles

Rien n'était encore réglé à la fin de la semaine dernière à l'usine des Batignolles à Nantes. On annonçait seulement que les négociations allaient reprendre. Les travailleurs manifestent une grande

combativité mais il semble que les syndicats aient du mal à développer le conflit sur l'ensemble du groupe Creusot-Loire, comme sur toute la métallurgie nantaise malgré le succès de la journée de débrayages de solidarité.

Renault

Agitation chez Renault où les syndicats demandent des augmentations de salaires et un retour aux 40 heures par semaine. Des débrayages ont eu lieu la semaine dernière à Billancourt, au Mans et à Choisy. Ils pourraient se poursuivre cette semaine à Cléon, Sandouville et Flins.

Valréas

Cinq travailleurs de l'usine Valrex poursuivent une grève de la faim en même temps que les deux tiers du personnel se sont mis en grève. Ils entendent tous protester contre les licenciements de trois délégués et d'un autre salarié.

O.R.T.F.

Le comité national des très officieux C.D.R. estime que « les télé-spectateurs qui ont vu la taxe passer de 100 à 120 sont en droit d'en avoir pour leur argent... ». Les travailleurs de l'O.R.T.F. aussi, c'est pourquoi depuis trois semaines des grèves ont lieu par catégories de personnel. Une réunion de discussion sur la grille des salaires doit avoir lieu le 8 février et il se pourrait qu'une grève générale soit programmée sur l'ensemble du réseau le 9 février.

Saint-Denis

Des négociations se sont enfin ouvertes à la fonderie Penarroya. La grève a débuté le 20 janvier dernier avec occupation des ateliers par deux cents travailleurs dont un tiers d'étrangers. Ceux-ci ont des rémunérations inférieures à 750 F par mois pour un horaire hebdomadaire de 46 heures. Une des revendications est l'augmentation des salaires des travailleurs étrangers de 1 franc par heure.

Un bidonville de luxe

Jacques Ferlus

A Plaisir (Yvelines) vit un certain M. Hillion qui a le sens des affaires. Il exerce la profession de distributeur pétrolier, un métier où la récession n'existe pas. Il possède en outre un morceau de terrain qui prend chaque jour un peu plus de valeur, compte tenu que la commune de Plaisir s'urbanise à grande vitesse. Mais M. Hillion n'envisage pas de vendre son terrain à un quelconque promoteur, il a mieux à en tirer avec les travailleurs immigrés.

Trois millions par mois

Les nombreux chantiers de la région occupent des travailleurs étrangers. Ceux-ci, c'est bien connu, ont de grandes difficultés pour se loger, parfois à cause du prix des loyers, parfois aussi parce que leur présence dans les cités nouvelles nuit à la vente des appartements.

Ailleurs, les immigrés auraient installé un ou plusieurs bidonvilles. Ici ça ne se fait pas, ce n'est pas propre et ça provoque l'irritation du bourgeois. Grand mécène, M. Hillion a décidé d'offrir son ter-

rain aux travailleurs étrangers. Il y a installé un « bidonville de luxe ». Pour cela, il a acheté environ deux cents vieilles caravanes qu'il a soigneusement disposées sur son terrain. Et M. Hillion les loue. On peut en obtenir une petite pour 250 F par mois, une moyenne pour 300, une grande pour 400. En ajoutant quelques dizaines de francs supplémentaires on peut disposer de l'eau et de l'électricité et pour quelques francs encore de la... télévision.

Tout est si bien calculé qu'à la fin du mois, M. Hillion se retrouve avec 2,5 à 3 millions de francs anciens en espèces sonnantes et trébuchantes. Essayez donc d'obtenir des profits comparables sur un autre terrain occupé par des immeubles de super-luxe.

Les profits de M. Hillion se développent d'autant mieux que, malgré les protestations d'une partie de la population, la municipalité ferme les yeux. Avec un peu de bonne volonté on pourrait facilement reloger les habitants du bidonville dans les nombreux immeubles qui se construisent. Mais M. le maire ne tient sûrement pas

à entrer en conflit avec les promoteurs. Toutefois, le 11 décembre dernier, le conseil municipal a pris un arrêté stipulant que les caravanes abandonnées par leurs locataires ne pourraient pas être réoccupées. Arrêté sans effet, puisque malgré les départs fréquents, l'occupation est toujours égale à 100 pour 100.

Dévoré par les rats

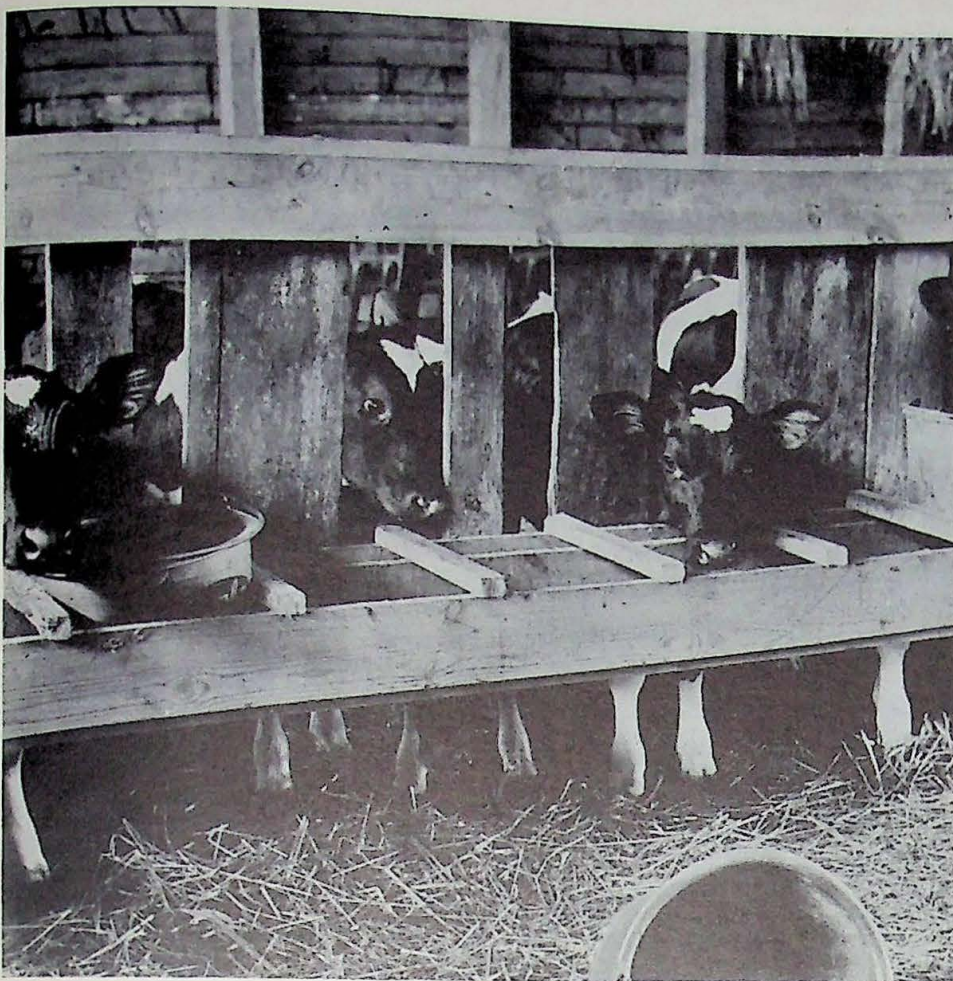
Tout aurait pu continuer ainsi pendant des années encore si un drame n'était survenu mardi dernier 26 janvier.

Ce jour-là, à six heures le matin, Félicia Ferreira était partie pour Saint-Germain-en-Laye (une quinzaine de kilomètres) où elle occupe un emploi de femme de ménage. A huit heures son mari, Manuel, embauchait sur un chantier du voisinage. Ils laissaient dans « leur » caravane un bébé de quatre mois que la grand-mère (habitante d'une caravane voisine) devait surveiller. Lorsqu'elle vint voir l'enfant vers les neuf heures, elle découvrit qu'il avait une partie du visage dévo-

rée. Transporté d'urgence à l'hôpital de Versailles, l'enfant ne pouvait être sauvé. Sa mort est l'œuvre des rats que le sieur Hillion héberge en surplus sur son terrain.

L'événement a provoqué une prise de conscience chez les habitants de Plaisir. Personne ne peut admettre qu'il soit dû à la fatalité, mais tout le monde est unanime pour dénoncer les complicités des pouvoirs publics, de la municipalité et au-delà du pouvoir et du patronat qui s'entendent pour surexploiter les travailleurs immigrés.

Mais il faut aller plus loin que les réactions émotives, les bons sentiments et les grandes déclarations sur la justice. La section locale du P.S.U. a décidé de tout mettre en œuvre pour que cesse le scandale du bidonville de Plaisir. Son but est de faire échec, le plus vite possible, aux activités du très honorable M. Hillion. Celui-ci n'a d'ailleurs sûrement pas manqué de faire, malgré le drame, la collecte des loyers le 31 janvier. Car les affaires sont les affaires. □



Collombert

Coopération et lutte de classes

De notre correspondant à Quimper

Le texte que nous publions ici fait suite à celui du numéro de T.S. de la semaine dernière, dans lequel la section P.S.U. de Quimper faisait un rappel des principales manifestations en Bretagne de l'unité entre les ouvriers et les paysans.

Dans l'article de cette semaine c'est toute la question des coopératives qui est abordée. Les intérêts des ouvriers qui y sont employés et ceux des paysans peuvent-ils se rejoindre ? La coopérative n'est-elle pas un moyen d'intégration des paysans ? Ne favorise-t-elle pas l'opposition entre les paysans et les ouvriers ?

Autant de questions auxquelles essaie de répondre la section P.S.U. de Quimper.

Union laitière bretonne, Carhaix.

Le problème essentiel restait posé : à savoir l'attitude des producteurs lorsqu'un conflit se déclencherait dans une coopérative.

Les militants du groupe allaient pouvoir y réfléchir concrètement : au moment où se terminait le conflit Entremont, une grève éclatait à l'U.L.B. Carhaix, coopérative laitière dépendant d'U.N.I.C.O.P.A. La grève éclate sur une revendication salariale C.F.D.T.-C.G.T.

Le climat était assez mauvais dans l'entreprise, notamment en raison du caractère insalubre de l'atelier poudre de lait, mais il semble que des manœuvres d'appareils syndicaux aient été plus déterminantes. Débordé à Entremont, l'appareil de la C.G.T. a saisi l'occasion de détourner l'attention de ses militants du procès d'un des délégués U.L.B., inculpé de mouillage de lait, et surtout de poser concrètement la contradiction fondamentale du monde paysan, à savoir ses réactions différentes face à une industrie privée (Entremont), et face à une coopérative où il se détermine en chef d'entreprise (U.L.B.-U.N.I.C.O.P.A.)

Et effectivement, au bout de quelques jours, le conflit va s'arrêter sans qu'une solution soit trouvée, et après avoir opposé ouvriers et producteurs. Des solutions analogues à celles qui avaient été détermi-

nantes chez Entremont furent proposées par les jeunes syndicalistes paysans du C.D.J.A., mais se heurtèrent à l'opposition de la direction et des administrateurs paysans de l'U.L.B.

Le lait fut ramassé par les producteurs qui firent également tourner l'usine. Certes, cette situation fut tempérée par un accord ouvrier-paysan sur le ramassage du lait, et négocié par les militants du C.D.J.A., mais au niveau des négociations avec la direction, aucun accord n'intervenait, ni côté ouvrier, ni côté paysan.

— Les paysans se sont donc déterminés dans leur grande majorité en patrons de leur coopérative, et non pas en salariés de cette structure, confirmant ainsi les craintes exprimées par les paysans et ouvriers du groupe sur la coopérative.

— Le jeune syndicalisme agricole surprenait en adoptant, pour la première fois, face à la coopérative, un style d'action s'apparentant à celui des salariés, et refusant d'entendre le langage « économique ».

Un rouage du capitalisme.

Une nécessité se fait donc jour : analyser le problème coopératif pour que l'alliance ouvrière et paysanne ne soit pas fragile, et ne souffre pas de remise en cause, mais, que, au contraire, elle soit conçue réelle et durable, sur les bases de neutralisation des contradictions internes du monde paysan.

La coopérative étant une structure, un instrument et un outil économique, mise en place par le paysan lui-même, elle doit être analysée sans complaisance si le paysan ne veut pas tomber dans le piège sentimental de l'outil forgé à la sueur de son front.

— Il est incontestable que le pouvoir y a complètement échappé à l'agriculteur, et qu'il est passé entre les mains de cadres administratifs grassement rémunérés ;

— La structure a également complètement échappé à l'idéal coopératif, pour s'intégrer au système capitaliste, cela en raison des emprunts effectués auprès des banques et de l'exigence de tenir compte des conditions du marché ;

— Cette intégration de plus en plus rapide rejette dans la prolétarianisation et la paupérisation un nombre de plus en plus important d'agriculteurs ; en fait, l'intégration de plus en plus complète leur fait faire le choix de la lutte de classes.

Ce choix de classe a été fait par un certain nombre de paysans, de façon objective, mais il est évident qu'il existe à un niveau inconscient chez beaucoup de petits et moyens paysans. Il n'en faut pour preuve que le nombre de luttes qui viennent de se dérouler dans l'Ouest, pour l'augmentation du prix du lait : luttes menées et animées par ces petits et moyens paysans qui se battent pour des augmentations de salaires, et qui, tout naturellement, ont été amenés à adopter les mêmes moyens de lutte que les salariés.

Le piège coopératif.

C'est à ce stade que le piège coopératif enserre le plus fortement ces petits et moyens paysans qui veulent le briser. Certains paysans, et même les plus progressistes estiment que la revendication syndicale est inutile à ce stade ; il est nécessaire de militer et de travailler à l'intérieur de la coopérative, si l'on veut faire changer le cours des choses, et surtout pour se préparer à la gestion socialiste, y faire en quelque sorte l'apprentissage de la gestion.

Faire cette démarche ne resoud pas pour autant les problèmes des salariés ouvriers de la coopérative. Il faut nécessairement, dans cette hypothèse, en faire des associés coopérateurs qui ne pourront qu'y investir leur force de travail, c'est-à-dire, intégrer d'autres travailleurs démunis qui ne pourront plus ni revendiquer, ni contester.

Et puis, cette démarche implique également que le paysan fasse l'apprentissage de la gestion socialiste, en collaboration avec le capitalisme agraire, les banques, qu'il fasse donc l'apprentissage de l'autogestion et du « contrôle paysan », dans un véritable climat de collaboration de classe.

C'est si clair que les paysans du groupe ont été amenés à l'évidence que l'apprentissage de la gestion socialiste ne pouvait se faire que dans un contexte de luttes de classes, c'est-à-dire en se situant en face de la coopérative, en créant dans les luttes des structures non intégrées. Ces paysans doivent donc s'organiser face à leur coopérative, en sections d'entreprise, laissant les conseils d'administration devenir des souricières pour les agriculteurs qui se sentent vocation de patrons et de chefs d'entreprises.

Les clivages de classe qui apparaissent à ce niveau, dans le monde paysan, sont donc moins simples que le clivage traditionnel gros agrairien de la région parisienne et reste de la classe paysanne. Déterminé en premier chef par des facteurs économiques, le clivage se fait ensuite suivant des critères socio-économiques plus subtils, tels que fortune, type d'agriculture, mutations techniques, et âge.

Au niveau des petits et moyens paysans avec lesquels se fera la liaison ouvrière, il est certain qu'il existe des catégories sociales différentes. Les moyens paysans, notamment, qui ont beaucoup emprunté, ont malgré leur conscience de probable prolétarianisation, l'espoir de s'en sortir, et de devenir de gros agriculteurs.

Demystifier la coopérative dans l'action.

Montrer la nature capitaliste de la coopérative sera difficile, sinon impossible si

une condition préalable n'est pas réalisée : il faut à toute force que le paysan cesse de sentimentaliser sur cette structure mise en place à la sueur de son front, et de transposer sur cette structure sa condition difficile de prolétarisé.

La coopérative n'a, à l'évidence, pas autant de mal à suivre que le paysan à survivre. La coopérative est une entreprise capitaliste qui, comme l'industrie privée, fait des bénéfices énormes qu'elle réinvestit au détriment du prix du lait et des salaires des ouvriers.

Et puis, il est trop simple de faire endosser au paysan la qualité de propriétaires et de chefs d'entreprises lorsqu'il s'agit d'endosser les conséquences d'une grève, alors que les cadres administratifs lui contestent cette qualité lorsqu'il s'agit de redistribution des bénéfices au niveau du prix du lait.

Les coopératives peuvent augmenter le prix du lait, à l'égal des entreprises privées : c'est aux vrais patrons de cette structure de jouer ! Que les cadres et les administrateurs qui se sentent vocation de chefs d'entreprises s'y attachent !

A cet égard, le paysan doit « prendre le risque » de faire crever la coopérative qui tiendra d'ailleurs davantage le coup qu'on ne voudrait le lui faire croire : elle fait des bénéfices, par le piège de la rentabilité, et sélectionne les paysans par l'élimination des petits exploitants.

Prendre ce risque veut dire d'abord se situer seulement comme un producteur face à sa coopérative. Les paysans révolutionnaires ne peuvent, dans un premier temps, demander cette démarche à leurs camarades : il est nécessaire d'attaquer la coopérative par un biais.

Démontrer, dans la lutte, qu'elle n'est pas si différente de l'industrie privée : ne passe-t-elle pas des accords avec ces industries pour parer grèves et ennuis techniques ?

Porter le combat sur l'industrie privée, et contraindre le secteur coopératif à s'aligner sur les résultats acquis : c'est le meilleur moyen, à l'heure actuelle, de démystifier la coopération, et de faire en sorte que la plus grande masse des paysans participent à cette démarche.

Une stratégie.

Dans cette hypothèse, élaborer une stratégie n'est pas chose facile. Les axes de lutte sont aussi divers que les secteurs de l'agro-alimentaire : la conserve, en raison de son caractère périssable, exige une intervention immédiate ouvrière et paysanne ; il en est de même pour le lait, avec nécessité, dans le premier cas de traiter le produit, et dans le deuxième cas, de livrer le lait à l'usine. Ces conditions strictement économiques sont indispensables si le paysan ne veut pas subir des pertes irréparables au niveau du produit livré.

En ce qui concerne les secteurs « aliments du bétail », salaisons et viandes, la jonction paraît se faire plus difficilement avec les ouvriers, des intermédiaires intervenant à divers stades de la chaîne. C'est un secteur difficile à étudier, d'autant plus que le secteur aliments du bétail qui doit, en fait, libérer le paysan, asservit l'ouvrier de façon appréciable (travail en 3 x 8 dans les usines de déshydratation d'Unicopa, par exemple).

Aujourd'hui, à la suite des conflits auxquels ils ont participé, les groupes ouvriers et paysans P.S.U. de Bretagne sont mieux préparés qu'il y a quelques mois à une lutte unitaire offensive. Ils sont mieux préparés à aborder des conflits difficiles comme ceux qui peuvent se déclencher dans les coopératives.

Mais il leur faut maintenant, patiemment, permettre aux masses ouvrières et paysannes de prendre conscience de l'impact décisif que peut avoir leur unité. Il faut que tous les militants œuvrent pour aider à la création de groupes dans l'entreprise ; c'est tout un travail d'exploration, de sensibilisation, auquel il faut s'attacher avec ténacité. □

luttons ouvrières

L'affaire Martinot

Dans le numéro 481 de « T.S. » (21 janvier 1971), nous avons publié un long article — « la vie quotidienne à Fougères » —, dans lequel était abordée l'affaire Martinot.

Rappelons les faits : l'entreprise Martinot faisait de mauvaises affaires, deux curateurs ont été nommés pour tenter de la remettre sur pied. Au bout de quelque temps, ils concluent à la nécessité de fermer l'entreprise. Les travailleurs séquestrent les deux curateurs...

L'article que nous avons publié émanait de la section P.S.U. de Fougères. La section C.F.D.T. de chez Martinot ne partage pas tous les points de vue émis par nos camarades. Nous publions donc ci-après leur mise au point.

« T.S. »

Plusieurs remarques et compléments d'informations sont nécessaires par rapport à la présentation, au contenu du texte et au déroulement de l'action dans l'affaire Martinot.

1. — L'action engagée chez Martinot est de caractère syndical avec peut-être des perspectives politiques, mais ce sont les travailleurs avec leur outil de combat, l'organisation syndicale, qui mènent l'action. Ça, il faut que soit clair.

2. — Ce n'est pas seulement début janvier 1971 que l'action a été engagée, mais plutôt depuis avril 1970, par les délégués C.F.D.T., avec assemblées générales, informations diverses des travailleurs et comptes rendus de mandats.

3. — Si l'action du 4 janvier a eu une telle portée, c'est aussi, sans doute, parce qu'elle était préparée par les militants et responsables depuis plusieurs jours.

4. — Pour ce qui est appelé « une séquestration » permettez-moi de préciser qu'il n'y a jamais eu de séquestration, mais plutôt « une retenue » avec circulation possible à l'intérieur des bureaux, ce qui est tout de même différent.

5. — C'est incroyable que des personnes qui n'étaient pas là aient vu Martinot se balader dans la cour, et disent que les délégués étaient absents, alors que ceux qui étaient sur place n'ont pas constaté de tels faits.

Si le comportement de Martinot, pendant sa retenue, n'a pas été celui que nous pouvions penser, il était quand même clair pour les délégués C.F.D.T. qu'il est... le PREMIER RESPONSABLE de la situation de l'entreprise, c'est sans doute aussi une des raisons pour lesquelles, les délégués C.F.D.T. n'acceptaient pas d'être manœuvrés par les cadres restés au service et dans l'optique de Martinot.

6. — Maintenant parlons des discussions permanentes qui ont eu lieu dans la soirée du 4 janvier entre 15 heures et 22 h 30.

Si dès le départ, les curateurs ont accepté la discussion, ce n'est pas pour cela que tout allait s'arranger pour le mieux.

Vers 16 h 30, voyant que les choses n'avançaient pas, les délégués ont rédigé un projet d'accord, après présentation, discussion et vote de l'assemblée générale des travailleurs, il est remis un exemplaire aux curateurs et les discussions reprennent.

Texte de projet d'accord C.F.D.T.

ARTICLE PREMIER. — Tous les salariés licenciés recevront à la réception de leur lettre de licenciement le montant de :

- leur préavis ;
- leurs indemnités de licenciement ;
- leurs indemnités de congés payés ou feuillet bleu ;
- ainsi que le certificat de travail.

ART. 2. — En cas de refus de respecter l'article premier, les curateurs s'engagent à redresser l'entreprise, en conséquence, à ne procéder à aucun licenciement et à prendre toutes les dispositions nécessaires à un redressement de l'entreprise.

Pendant ces discussions interminables et sans résultat, les esprits s'échauffent, le ravitaillement en forçant est organisé par les cadres précités et les heures qui suivent accentuent le climat de haute tension. A tout moment, un risque important d'éclatement peut se produire.

Premières tâches des délégués C.F.D.T.

Garder le contrôle et assurer une continuité possible de l'action des travailleurs. Vers 21 h 30, la presse est arrivée voir ce qui se passe chez Martinot et les discussions sont au point mort.

Les travailleurs ne sont pas décidés à laisser les curateurs et le patron partir. Par contre, le commissaire principal, le capitaine de gendarmerie, le commandant des gardes mobiles et le sous-préfet s'assurent que les curateurs sont en bonne santé. Vers 22 heures, ce sont les curateurs qui se mettent à rédiger un texte pour le proposer ensuite aux délégués.

Les délégués acceptent de le présenter à l'assemblée générale et ce n'est qu'après accord unanime des travailleurs moins 1 contre que les délégués l'ont signé.

Texte proposé par les curateurs

Les curateurs des entreprises Martinot S.A. s'engagent à entreprendre, avec les délégués C.F.D.T. et C.G.T., toutes démarches auprès des pouvoirs publics, en vue d'obtenir les crédits qui seraient nécessaires pour permettre le redressement de l'entreprise Martinot, et en conséquence, ils sollicitent notamment d'être reçus par

M. le sous-préfet de Fougères dès mardi matin 5 janvier 1971.

— Ils attirent l'attention des pouvoirs publics sur les graves conséquences qu'une fermeture de l'entreprise entraînerait pour l'emploi de la main-d'œuvre du bâtiment.

— Les curateurs s'engagent à faire porter tous leurs efforts sur la recherche des moyens financiers nécessaires pour que chaque employé de l'entreprise puisse toucher les indemnités auxquelles il peut prétendre, compte tenu de la législation en vigueur.

Ils attirent l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés qui risquent de se présenter pour le paiement de ces indemnités si les crédits dont disposent les curateurs ne sont pas suffisants.

Suite à l'accord donné par les travailleurs, les délégués ont fait la déclaration suivante :

Les délégués, après avoir pris connaissance de la déclaration des curateurs, attirent également l'attention des pouvoirs publics face à la situation économique catastrophique et au climat social qui en découle.

Ils demandent en conséquence qu'une solution urgente soit trouvée.

D'autre part, ils dénoncent l'incapacité de la direction Martinot qui a provoqué la situation présente, et demandent que des moyens juridiques soient utilisables par les comités d'entreprises pour que des directions incapables soient sanctionnées en temps utiles afin d'éviter les fermetures d'en-

treprises toujours préjudiciables aux travailleurs.

7. — Contrairement aux affirmations de l'article de « T.S. », les délégués ont participé activement à l'opération du 4 janvier. Deux d'entre eux étaient présents dans les premières équipes qui sont allées fermer les bureaux. Quatre autres délégués se sont rendus à la SAGEM comme il avait été décidé à l'assemblée générale des travailleurs le matin et sont ensuite allés à l'entreprise rejoindre les travailleurs vers 16 h 30.

Par contre, deux militants P.S.U. de l'entreprise n'ont pas participé à cette forme d'action.

— Lorsque vous posez la question : L'action a-t-elle été menée par la masse des travailleurs à la base ?

Nous croyons pouvoir affirmer et dire qu'effectivement les travailleurs, avec leurs délégués ont mené l'action. Dix assemblées générales des travailleurs ont eu lieu pendant la période (décembre-janvier) et l'action continue aujourd'hui.

Non, les travailleurs de Fougères n'acceptent plus d'être écrasés, dominés, ils veulent être respectés avec les travailleurs de France et du monde, ils veulent construire une société plus juste, d'hommes libres et responsables.

L'action continue...

Les responsables de la section C.F.D.T. MARTINOT.

Campagne " transports en commun "

Papillons : 0,08 X 0,12 0,07 F pièce (port compris)
Bandeaux : 0,20 X 0,80 0,16 F pièce

Commandes à adresser à : Pierre VIAL
7, rue Professeur-Bonnet - 69-SAINT-DENIS-LAVAL

Joindre à la commande la somme correspondante.

PSU 1 h 1/2 de transport par jour
= 1 jour de travail par semaine
= 2 mois d'heures supplémentaires par an

PSU Transport pour le travail
Travail pour le patron
La carte hebdomadaire doit être payée par le patron

PSU 1 h 1/2 de transport par jour
+ 45 h de travail par semaine
= 52 h par semaine pour 45 h payées

PSU Temps de transport = heures supplémentaires
Les patrons doivent payer le temps de transport

PSU Un agent au lieu de deux
Autobus doublé
Entassement organisé - Pollution ?

PSU Des places assises pour tous dans les autobus

L'envers de la nouvelle société

De notre correspondant à Bayonne

Biarritz-Shoes est une entreprise de fabrication de chaussures qui date d'une dizaine d'années. Son P.D.G., M. Belbis a démarré à partir d'un atelier familial et a construit un groupe de plusieurs entreprises autour de B.-S. La production de celle-ci était fondée sur des techniques modernes, à haute productivité : 6 chaînes, 7.400 paires de chaussures par jour, produites par 859 salariés (226 hommes et 633 femmes).

Par ailleurs, M. Belbis s'est engagé à fond dans le gaullisme, se présentant (sans succès) aux élections. Sa réussite constituait le meilleur des supports en faveur de la politique gaulliste, il était cité en exemple, il avait repris une entreprise en faillite à Hasparren, bref, c'était le porte-drapeau de la nouvelle société.

Or, brutalement, le 29 janvier, M. Belbis dépose son bilan. Pourquoi ? Son entreprise a grossi grâce à des emprunts hasardeux, sans auto-financement. C'est une usine rentable, car 7.100 paires/jour est un chiffre qui permet de tourner. Ce sont les charges financières anormales qui ont créé les difficultés de trésorerie et les banques ont fermé le robinet.

Pourquoi cette décision ?

Les difficultés financières n'étaient pas nouvelles et depuis quelque temps, la direction laissait entendre qu'il y aurait des ennuis. On peut supposer d'une part qu'il y a eu des règlements de comptes entre des entreprises concurrentes : B.-S. avait pris une place importante sur le marché de la chaussure : 2.160.000 paires produites en 1969, dont la moitié exportée en Allemagne, Bénélux, Canada, etc. Mais les travailleurs ne vont pas s'apitoyer sur le sort de leur patron dont le passif est estimé à 10 millions de francs, car c'est lui le responsable de cette gestion aventureuse, et on peut être sûr qu'il ne partira pas sans biscuits !

D'autre part et c'est plus important, les travailleurs de B.-S. avaient arraché par la lutte des avantages importants et c'est cet acquis qui est remis en cause par la crise actuelle. Les luttes à B.-S. ne datent pas d'hier : déjà en juin 68 la grève avait duré une semaine de plus qu'ailleurs. La mensualisation était basée sur des avantages meilleurs que dans les autres entreprises similaires : une demi-heure de repos par jour payée pour les femmes enceintes, dix minutes de pause pour tout le monde par jour, libre circulation des délégués syndicaux, collectage des timbres pendant les heures de travail, une heure d'information syndicale pour tous par mois payée en dehors des heures de travail, salaires supérieurs à la convention collective, suppression partielle des abattements de salaires pour les travailleurs de moins de dix-huit ans. Bref, tous ces avantages, acquis par la lutte, faisaient de B.-S. une entreprise gênante pour les autres patrons de la chaussure. Et la bourgeoisie espère bien reprendre en main ce qu'elle a dû abandonner sous la pression des travailleurs en les mettant froidement sur le pavé.

Une amorce de contrôle ouvrier

Face à cette situation, la réaction ouvrière a été exemplaire. Le syndic désigné par le Tribunal de Commerce commence par annoncer le licenciement des 859 salariés (cadres compris). Immédiatement, en assemblée générale, le person-

nel décide d'occuper l'usine et de la faire tourner sous sa propre responsabilité. En effet, il y a 430.000 paires de chaussures en commande, ce qui donne du travail jusqu'en avril 1971. Le syndic est alors obligé de reculer de plusieurs jours l'envoi des lettres de licenciement. En outre, un certain nombre de machines-outils sont à l'usine en « prêt-bail », et les travailleurs sont bien décidés à s'opposer par tous les moyens à ce que les organismes financiers viennent les reprendre, ce qui empêcherait la production de continuer. Enfin, des contacts sont pris dès maintenant avec les fournisseurs pour que l'approvisionnement continue.

Toutes ces décisions ont été prises en assemblée générale : c'est ça le contrôle ouvrier.

Les objectifs des travailleurs

Etant donné que B.-S. est une entreprise moderne et finalement rentable, il est probable qu'elle sera reprise par un autre groupe financier. Pour les travailleurs, seule une solution permettant la réembauche des 859 salariés est acceptable. Dès le premier jour, la solidarité ouvrière est effective et dans toutes les entreprises de la région, les travailleurs agiront en direction des pouvoirs publics et de leur patronat pour que les 859 soient réembauchés avec les avantages acquis. Dès la première réunion intersyndicale, la proposition d'une manifestation publique a été lancée.

Il n'en reste pas moins que les travailleurs sont parfaitement conscients des risques courus. D'abord le gouvernement aura beau jeu d'apparaître comme le sauveur providentiel dans une région où le chômage endémique sévit à un niveau record ! 5.200 demandeurs d'emploi dans les Pyrénées-Atlantiques, en novembre 1970, soit 85 % de plus que la moyenne nationale. En outre, lors de la réembauche, il est probable que des tentatives « d'écrémage » seront faites pour ne pas reprendre les militants syndicalistes les plus actifs.

Il faut donc pousser la lutte à un niveau supérieur, employer une stratégie de solidarité offensive pour contrôler les conditions de la réembauche, pour faire pression sur le patronat local et par contrecoup sur le gouvernement, pour étendre la lutte à tout le bassin de l'Adour en proie au chômage. □

Siège central du Parti

Le Parti vient d'acheter un nouveau local en complétant la souscription par un emprunt. Le Conseil National a décidé à l'unanimité la poursuite de la souscription et différentes mesures financières pour le remboursement anticipé de l'emprunt. Mais, avant d'utiliser ces nouveaux locaux, des travaux sont nécessaires. Certains seront faits par des militants. D'autres nécessitent l'intervention d'entreprises. Les travaux sont prêts à démarrer à un détail près : les sous (achat de matériaux, acomptes entreprises). Ceci est donc un appel pressant pour qu'une rentrée importante intervienne dans les 8 ou 15 jours à venir, faute de quoi nous continuerons d'exhiber nos plans, rue Mademoiselle.

Le collectif des travaux.

En prévision d'un avenir orageux

Henri Beley



AFP

Du 3 au 13 février, Georges Pompidou entreprend une tournée dans cinq pays de l'ex-Union française : Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon.

Pourquoi ce voyage ? Il suffit de lire les journaux pour saisir toute son importance. L'exécution de trois révolutionnaires camerounais à Yaoundé ; la tentative de coup d'Etat en Guinée et d'assassinat de Sékou Touré, le 22 novembre dernier (qui a fait des centaines de morts sans que personne s'en indigne) ; les exécutions récentes à Conakry, qui sont la conséquence de ce putsch avorté ; la situation qui se dégrade au Sénégal, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire ; la guerre qui s'étend au Tchad ; tous ces faits montrent bien qu'après dix ans de prétendue « indépendance », les problèmes du colonialisme demeurent entiers. En 1964, les troupes françaises sont intervenues au Gabon ; elles sont engagées aujourd'hui au Tchad. Le moment approche où — en vertu des « accords de coopération » — elles interviendront ailleurs...

C'est dire que la tournée du chef de l'Etat français vient au moment opportun et n'est pas précisément un voyage de plaisir.

Répression en Mauritanie

A Nouakchott, capitale de la Mauritanie, Pompidou rencontrera le président Moktar Ould Daddah, qui ne manquera pas de lui parler de l'arrestation, par ses soins, de soixante-cinq dirigeants syndicaux, étudiants et intellectuels. Cette mesure vise à empêcher que ne se reproduisent les manifestations

politiques et les grèves du début janvier. On peut penser que, loin de calmer les esprits, la répression ne fera que renforcer l'opposition à un régime où la présence de l'impérialisme français coïncide étrangement avec l'absence des libertés démocratiques et syndicales. La Mauritanie est très riche en fer, notamment (10 millions de tonnes en 1970).

Occupation militaire de la Casamance

Pompidou quittera ce pays pour le Sénégal, où l'attend une situation bien plus préoccupante encore. Victimes directes d'une politique qui vise à les chasser de leur terre pour en faire une réserve de futurs prolétaires où il suffira de puiser, de nombreux paysans sénégalais ont refusé, l'an dernier, de rembourser le crédit qu'on leur accordait. En conséquence, toute une région du Sénégal, la Casamance, a été occupée par la troupe. Des bombes ont éclaté à Dakar. Depuis le 18 novembre, la Casamance est placée sous autorité militaire.

Le moins qu'on puisse dire de Léopold Senghor, chef de l'Etat sénégalais, c'est qu'il est un fieffé réactionnaire. Rappelons à ce propos qu'il a fermé sa frontière aux blessés de l'armée populaire de libération de la Guinée portugaise (P.A.I.G.C.) ; qu'il est directement impliqué dans le coup d'Etat en Guinée ; qu'il vient enfin de réaffirmer son soutien à Tombalbaye, président du Tchad, et à Ahidjo, président du Cameroun, approuvant ouvertement l'exécution d'Ernest Ouandié... En bref, Senghor, un des piliers du néo-colonialisme.

Sénégal : 1.700.000 paysans producteurs d'arachide. 500.000 chômeurs.

Intervention de l'armée en Côte d'Ivoire

En rendant visite à Houphouët Boigny, président de la Côte d'Ivoire, c'est un autre excellent serviteur de l'impérialisme que Pompidou rencontrera. La situation du pays n'en est pas stable pour autant. Selon une dépêche « Associated Press » du 13 novembre 1970, « de graves incidents » se sont déroulés dans la ville de Gagnoa. « L'armée nationale ivoirienne renforcée par des troupes françaises serait intervenue pour rétablir l'ordre ». Selon certaines informations, un embryon d'organisation militaire désignée sous le nom d' « armée populaire nationaliste » aurait été créé.

Le 14 novembre, l'agence A.F.P. dément que des troupes françaises aient quitté leur base. Mais le gouvernement français n'a rien démenti...

Ceci étant, Houphouët Boigny a été chaudement félicité, le 9 novembre, par le Portugal. Motif : l'initiative prise par la Côte d'Ivoire de nouer des relations avec l'Afrique du Sud... A la conférence de l'O.C.A.M. (Organisation commune africaine, malgache et mauritanienne), qui se tient actuellement à Fort-Lamy (Tchad) le Madagascar vient d'annoncer qu'il imite la Côte d'Ivoire sur ce point... Les autres dirigeants ont pris acte, sans commentaire...

Tel est le régime antiraciste sur qui Pompidou compte également pour maintenir l'ordre néo-colonialiste.

En mettant ensuite les pieds à Yaoundé (Cameroun), le président de la République entrera dans un pays troublé. On sait que la presse bourgeoise, si prompt à s'indigner des exécutions de Conakry et de l'exposition publique des cadavres, n'a pas bronché quand Ahidjo, chef de l'Etat camerounais, a exposé devant les Bamiléké, les cadavres d'Ernest Ouandié et de ses deux camarades.

De Yaoundé à Libreville

Sur la situation au Cameroun, nous renvoyons le lecteur à notre article d'il y a quelques semaines.

Reste le Gabon, par lequel Pompidou terminera son voyage. On sait peu de chose sur la situation intérieure de ce pays.

C'est au Gabon que stationnent en permanence les troupes françaises d'intervention.

Le Gabon (capitale : Libreville ; président : Bongo ; ancien président : Léon M'Ba) est l'objet de gros investissements industriels : énergie hydroélectrique, cellulose, pétrochimie. Autres richesses du pays : pétrole, manganèse, bois.

Ranimer les énergies défailtantes

En conclusion, le but du voyage de M. Pompidou est clair. Face à une situation générale qui va dans le sens du « désordre », il importe d'encourager ceux que la France a chargés de maintenir l'« ordre » impérialiste, de resserrer leurs liens réciproques, de prévoir d'éventuelles mesures au cas où la situation s'aggraverait. Les récentes conventions signées à Yaoundé ont associé

l'Europe des Six aux Etats africains et malgache. La tournée de Pompidou a pour but de rappeler que la France demeure garante de la stabilité politique du système et qu'elle mérite, à ce titre, certains privilèges par rapport à ses partenaires européens...

Comme l'écrit la revue « Entreprise » (30-1-71) : « Les potentialités économiques énormes de ce continent ont rendu la coopération très « rentable ». Dans la mesure surtout où la France a pu s'approvisionner en produits « stratégiques » : uranium, cobalt, cuivre, manganèse... Il n'est pas jusqu'au pétrole qui soit maintenant activement exploité ou recherché, et qui risque de l'être encore plus dans les années à venir, du fait de la détérioration des relations franco-algériennes ».

Cette énorme potentialité économique, l'impérialisme français entend donc l'exploiter au maximum. La fureur de la presse bourgeoise après les exécutions de Conakry par Sékou Touré, cet empêcheur d'opprimer en rond, couvre mal son dépit après le coup d'Etat raté de novembre. Au milieu des bûches-oui-oui du système, le régime de Sékou Touré constitue une base pour les mouvements révolutionnaires en formation (base dont le P.A.I.G.C. d'Amilcar Cabral profite déjà dans sa lutte contre le colonialisme portugais). Il importe donc d'éliminer cette base. La bourgeoisie ne s'en cache même pas. Commentant Conakry, le même numéro d'« Entreprise » écrit, sous la rubrique « La prochaine étape » :

« Le chef de l'Etat guinéen finira comme le président Obote en Ouganda, chassé par un coup d'Etat militaire. »

Les peuples africains sont prévenus. □

Débat sur la Chine

Une lettre de Jean Daubier

Je viens de prendre connaissance — avec retard — de l'article de Gérard Féran paru dans « Tribune Socialiste » du 3 décembre 1970 sous le titre *Quelle démocratie prolétarienne ?* Je crois nécessaire d'user de mon droit de réponse. L'auteur fait en effet de nombreuses références à mon livre *Histoire de la Révolution Culturelle en Chine*, publié aux éditions Maspéro. Il émet tant sur l'événement lui-même que sur mon ouvrage qui le relate des jugements capables de donner de l'un et de l'autre une idée assez fautive.

La bonne foi de G. Féran n'est évidemment pas en cause. Il a de plus le mérite d'avoir lu mon livre ce qui n'est sans doute pas le cas de tous ceux qui l'ont commenté. Il s'est efforcé d'autre part de mettre honnêtement en relief ce qui constitue l'apport du communisme chinois à la révolution mondiale. En un temps où les invectives grossières et les calomnies les plus abjectes sont monnaie courante sur ce sujet, il vaut la peine de le noter.

On ne peut que s'étonner davantage de la légèreté de certaines des appréciations de G. Féran. Il reconnaît que la critique faite en Chine de la fonction sociale de l'enseignement est particulièrement riche pour l'ensemble des révolutionnaires. Il admet qu'en pratiquant sur une échelle gigantesque la critique des dirigeants par les dirigés, la Chine a « absorbé sur le plan politique la plus grande difficulté du mouvement ouvrier » : comment éviter que le Parti ne se transforme en un appareil bureaucratique et ne donne naissance à une nouvelle classe de privilégiés. Gérard Féran souligne que l'explication trotskyste de la bureaucratie conçue comme le résultat de la pénurie est ainsi dépassée.

On est donc surpris de lire ensuite sous sa plume « Mais l'apport chinois s'arrête là ». Est-ce donc si peu ?

L'auteur de l'article me semble avoir succombé à quelques préjugés ordinaires des milieux socialistes européens qu'il faut je crois souligner. Bien sûr, il est compréhensible d'être enclin, compte tenu des échecs de l'expérience soviétique, à une certaine méfiance vis-à-vis de l'expérience chinoise dans la mesure où l'on veut d'abord « juger » et non « croire ». Pour bien juger, il faut s'en tenir aux faits.

Gérard Féran écrit qu'au moment où l'on pouvait espérer que la question du pouvoir politique en régime socialiste serait posée dans toute son acuité, je lui sers en guise de réponse un « accommodement batard (sic) entre centralisme et démocratie ».

J'ai évoqué les excès auxquels conduisit la démocratie de masse en 1967, excès prévisibles et dont le risque était accepté, pour expliquer le renforcement du centralisme idéologique et politique à deux moments : en février et en septembre 1967. Je précise avec force détails dans mon livre de la page 146 à la page 178, les précautions qui furent prises pour éviter que la démocratie de masse ne soit supprimée par le centralisme et pour faire que ces deux éléments se complètent. En termes marxistes, ceci s'appelle une unité de contraires.

Or G. Féran affirme sans ambages que l'exercice de la démocratie de masse était déterminé « par un critère de référence absolue qui était le soutien ou le désaveu de Mao lui-même ». C'est faux. Ceci ne se trouve à aucun moment dans

mon livre, et résulte d'une conception préconçue du rédacteur de Tribune Socialiste.

J'explique abondamment dans mon livre que pour des raisons diverses, résultant de la situation politique spécifique de la Chine, les adversaires de Mao ne se déclarent jamais tels. Je ne peux revenir en détails sur ces raisons, mais l'une d'elle, peut-être la plus importante, est l'extraordinaire popularité du régime et du président auprès des masses chinoises.

Ce qui rendit le renforcement du centralisme nécessaire, ce n'était pas comme le suggère Féran qu'on commençait à critiquer Mao, c'est l'extension de la critique à un nombre exagérément élevé de cadres du parti. En éliminant à tour de bras les cadres communistes la Révolution culturelle serait devenue une campagne d'épuration massive, décimant le parti qui a conduit le prolétariat à la victoire. C'est là une méthode typiquement stalinienne, que Mao n'a jamais employée. Défendre les cadres révolutionnaires du parti ne saurait porter atteinte à la démocratie prolétarienne. Celle-ci vaut aussi pour eux. Alors que certains se sont époumonés à clamer que Mao avait détruit le Parti communiste et que mon livre démontre la stupidité d'une telle accusation, on dirait que pour d'autres, l'erreur fut justement de ne pas le détruire. A ce compte, la révolution chinoise aura toujours tort.

G. Féran parle ensuite de l'Armée chinoise. Selon lui, je l'aurais présentée comme un corps à part échappant à la lutte de classes. C'est inexact. La lutte de classes se déroulait aussi dans l'armée. Il n'est que de voir les nombreux textes chinois sur ce sujet, où il est nettement affirmé que la lutte entre 2 classes, 2 lignes, 2 idéologies s'y est déroulée pendant de nombreuses années et pendant la Révolution culturelle. L'élimination de chefs militaires importants comme Peng Teh-Huai en 1959, Louo Jouei-

King en 1966, Yang Tcheng-Wou en 1968, constitua une série d'épisodes importants de cette lutte.

Il est vrai que de 1966 à 1969, celle-ci s'est déroulée au sein de l'Armée selon des conditions particulières. Ces conditions tenaient au fait que des mouvements de révolutionnarisation y avaient été menés dès juin 1959, notamment en 1965, que la suppression des grades et l'établissement de rapports de critique et d'autocritique entre les soldats et les cadres militaires, faisait de l'A.P.L. une force sûre et fidèle dans son ensemble à la ligne révolutionnaire. Si cela paraît trop beau pour qu'on y croie, je n'y peux rien, et ça n'en est pas moins vrai.

Je n'ai jamais écrit que l'armée chinoise était devenue l'élément-clé du pouvoir d'Etat pendant la Révolution culturelle. L'armée est dans un Etat, même socialiste, l'élément-clé du pouvoir, même s'il est juste de considérer que le développement du socialisme devra modifier cela à la longue.

Mais ceci ne dépend pas seulement — c'est archi-évident — de la situation en Chine. La situation internationale est un facteur extrêmement important. Menacée par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, la Chine se doit de faire face à cette menace. Qu'elle prenne donc des mesures pour assurer l'unité de son armée, c'est aussi juste qu'indispensable et c'est ce que tout révolutionnaire sérieux attend d'elle. Si les impérialistes de tout bord avaient mis à profit les troubles de 1967, pour intervenir en Chine, comme certaines déclarations publiées à Moscou et à Washington (dont je peux vous citer les réf-

rences), le laissent entrevoir, ceci n'aurait en rien renforcé les positions du socialisme dans le monde. La défense de la Chine n'implique pas l'adhésion à la doctrine maoïste, ni à une quelconque stratégie « chinoise », elle correspond aux intérêts évidents des progressistes et des révolutionnaires de tous les pays. L'existence de la Chine populaire et son développement constituent des facteurs décisifs de l'affaiblissement des forces réactionnaires internationales. Ceci influence indirectement et parfois directement le rapport de forces avec notre propre bourgeoisie. Il ne serait pas nécessaire de le dire, si tant de gens s'affirmaient socialistes ou marxistes ne paraissaient l'ignorer.

Que ces circonstances : la nécessité d'avoir une armée puissante, de défendre ses frontières impose également une certaine rigueur idéologique à l'intérieur de la Chine, c'est clair. Que les formes de la démocratie prolétarienne qui y sont expérimentées connaissent par là certaines limites, c'est non moins clair. Que dans ces conditions, il ne soit pas possible d'apporter une réponse définitive, et de mettre un point final aux problèmes du socialisme contemporain et que l'expérience chinoise, si précieuse soit-elle, ne réponde pas à toutes les aspirations des socialistes européens, c'est possible. Mais qu'on nous dise alors comment concilier toutes les exigences historiques de la démocratie prolétarienne, avec tous les impératifs concrets de la lutte anti-impérialiste. Ce problème est aussi vieux que l'existence des régimes socialistes. C'est le mérite de la Chine de l'avoir pris à bras

le corps. Peut-on exiger qu'il soit totalement résolu en 4 ans ?

Il est peu acceptable de conclure comme Gérard Féran que le maoïsme après avoir sous-estimé l'analyse des rapports de production en vient à reprendre les déviations les plus contestables, celle de la subordination en dernière instance des masses au parti et à son chef.

En ce qui concerne les rapports de production, il n'est que de lire les magnifiques études de Charles Bettelheim à ce sujet, dans son livre *Calcul Economique et Formes de Propriété* et la très importante interview qu'il a donnée l'an dernier à « Il Manifesto » pour voir que les communistes chinois sont loin de les négliger. Ils ont au contraire développé une conception de l'économie socialiste et une étude du rôle de ces rapports dans le rétablissement du capitalisme et le développement du révisionnisme, qui constitue un apport capital au marxisme-léninisme. Si j'en parle peu dans mon livre, c'est que je n'étais pas en Chine pour étudier les rapports de production et que les circonstances ne l'ont pas permis.

Quant au rôle du Parti communiste, c'est bien le mérite de la Révolution culturelle de l'avoir désacralisé. Pour Mao Tse-Toung, son président, il resterait à démontrer qu'il n'est pas à l'égal de Marx et de Lénine, un des plus grands révolutionnaires de tous les temps. L'Histoire aura sans doute, comme pour d'autres, à parfaire son œuvre et ce qu'il aura légué au monde. Mais faire de son désaveu par les masses ou une fraction des masses chinoises, le « critère de référence absolu » de la démocratie prolétarienne n'est qu'une plaisanterie.

A la suite de l'article de Gérard Féran (« T.S. » n° 475) traitant de son ouvrage sur la Révolution culturelle paru chez Maspéro, Jean Daubier nous a adressé la lettre suivante dont l'intérêt n'échappera pas à nos lecteurs. Elle poursuit effectivement le débat que Gérard Féran a commencé, toutefois sans le clore à nos yeux. Nous pensons en particulier qu'il faudra revenir sur les appréciations que porte J. Daubier sur les analyses de Trotsky (il n'explique pas tout par la pénurie) et sur le rôle du camp maoïste dans la révolution culturelle.



La gauche face au pouvoir

De notre correspondant particulier
à Santiago du Chili, Michel Durant

Depuis le 4 septembre 1970, le Chili s'est donné un gouvernement de gauche, présidé par « el compañero » Allende, candidat aux élections présidentielles d'une coalition dite d'Unité populaire comprenant les trois grands partis de gauche, radicaux, socialistes et communistes, plus trois petits groupes de peu d'importance numérique, mais à égalité de traitement politique.

L'offensive de la bourgeoisie

Contrairement à beaucoup d'autres pays d'Amérique latine, la bourgeoisie chilienne est forte et possède des traditions historiques anciennes ; mais, politiquement, elle n'est pas totalement unifiée. A côté du Parti National, ultra-conservateur, une bonne partie de la bourgeoisie se retrouve dans le Parti Démocrate Chrétien. Cette division, au niveau organisationnel, existe aussi au niveau de la stratégie politique (sans que les frontières coïncident d'ailleurs) : certains secteurs de la bourgeoisie préparent le coup d'Etat militaire, accumulant les armes, ont des contacts avec la C.I.A., sont donc prêts

à tout faire pour provoquer la chute du gouvernement populaire à court terme. Mais la majorité de la bourgeoisie chilienne manifeste son opposition de façon plus politique : tactique parlementaire (au Parlement, les partis de droite ont la majorité, sauf lorsque la Démocratie Chrétienne est obligée de voter avec l'Union Populaire certaines mesures inscrites dans les deux programmes au moment de la campagne électorale), mainmise sur l'appareil judiciaire et une bonne partie de l'appareil d'information, surtout sabotage de la politique économique gouvernementale par la fuite des capitaux, la fermeture des entreprises, les grands domaines agricoles laissés à l'abandon.

L'échiquier politique de la gauche chilienne

A cette offensive de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier et paysan chilien répond de diverses façons, selon ses organisations de classe, puisque, au sein de l'Unité Populaire, le droit de tendance est soigneusement respecté. J'ai pu interroger un dirigeant du Parti Socialiste sur l'échiquier politique

de la gauche. Pour mon interlocuteur, il y a deux grandes organisations politiques, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, qui s'équilibrent à peu près dans les organisations de masse comme la C.U.T. (Confédération Unifiée des Travailleurs) et les organisations étudiantes ou lycéennes.

Face à un P.C. bureaucratise mais non stalinien (assez proche du P.C. italien, ce qui signifie aussi bien volonté d'ouverture que ligne fluctuante), le P.S. se proclame marxiste-léniniste, et non social-démocrate, et rappelle que c'est le Parti Radical qui adhère à la II^e Internationale (de Guy Mollet, de Willy Brandt et de Wilson). Sur le plan international, le P.S. refuse la ligne de coexistence pacifique, soutient la lutte armée en Amérique latine comme principal moyen d'accession au pouvoir, et, par le biais d'Allende et de son ministre des Affaires étrangères (socialiste), entretient des relations avec la Chine et Cuba, mais aussi le Vietnam, la Corée, l'Albanie. Il n'en demeure pas moins que le Parti Socialiste possède ses propres tendances : la gauche du P.S. est proche du M.I.R. (mouvement de la gauche révolutionnaire, d'inspiration castriste), et affirme que

les divergences M.I.R.-P.S. ne sont pas stratégiques, mais tactiques : rôle de la lutte armée, problème de la légalité, importance respective du travail de masse et de l'organisation armée.

Le M.I.R. lui-même possède ses propres divergences internes qui expliquent la ligne fluctuante qu'il a suivie ces derniers mois : parti d'une opposition résolue à la coalition d'Unité Populaire, il a ensuite reconnu l'importance de la victoire électorale d'Allende et affirme aujourd'hui que l'important est le dépassement du processus légal et la préparation de l'affrontement armé... pour défendre ce même gouvernement populaire dont il a reconnu l'audience dans les masses.

Les « prises » de terrain urbain, d'usines ou de terres

Car ce n'est que grâce à l'appui massif du peuple chilien et de ses organisations de masse (1), que le gouvernement Allende a pu sortir vainqueur de la période d'exacerbation voilée de la lutte des classes qui a marqué le temps qui s'est écoulé entre l'élection pré-

sidentielle et la transmission des pouvoirs.

Quant aux tentatives de sabotage économique, le mouvement socialiste chilien y répond de diverses manières ; alors que la position officielle du gouvernement d'Allende est souvent celle d'un arbitre pour éviter le choc frontal avec la droite, les militants politiques de diverses origines (M.I.R., P.S., M.A.P.U. — groupes étudiants) prennent « les prises de terrains, d'usines ou de terres ». A Santiago, des immeubles ou des terrains ont été « squatterisés » par des familles sans logement ; dans un peu tout le pays, des usines ont été occupées, essentiellement celles dont les propriétaires avaient fui à l'étranger au moment de l'élection d'Allende.

On le voit, alors que Allende ne peut poser de façon immédiate et abrupte devant le peuple le problème du pouvoir, car il risquerait de ne pas être suivi, le lien prépare sa radicalisation et celle des masses.

(1) Et aussi grâce au compromis politique passé avec une fraction de la droite représentée par la Démocratie Chrétienne.

La Réunion se bat aussi

Eliane Schweitzer

● **Septembre 1970.** — La clinique du Dr Moreau pratique des milliers d'avortements, fraude la Sécurité sociale pour des milliards. Le bon docteur, dirigeant de l'U.D.R., maire de Saint-Benoît, est toujours en liberté !

● **Octobre 1970.** — Coussereau (U.D.R.) accuse ouvertement le secrétaire du Parti communiste réunionnais Vergès d'avoir fomenté des incendies qui ravagent les champs de cannes. L'auteur du crime est découvert. C'est un U.J.P., fils d'U.D.R. !

● **Octobre 1970.** — Rey (ministre des départements d'outre-mer), au cours d'une visite officielle, appelle les « nationaux » à mobiliser contre les « scissionnistes ».

● **Novembre 1970.** — Le préfet interdit la fête annuelle de « Témoignages », quotidien du P.C.R.

● **Décembre 1970.** — Vergès est victime d'un attentat ; il s'en sort.

● **Décembre 1970.** — Les locaux du Front de jeunesse autonomiste réunionnais (F.J.A.R.) sont plastiqués. Elie Houaro, leur dirigeant, est attaqué.

● **29 décembre 1970.** — Un religieux, R.P. Michel, est arrêté et expulsé de l'île ; il défendait le peuple.

● **Janvier 1971.** — Un important dépôt d'armes est découvert chez le secrétaire de l'U.J.P. Celui-ci est relâché dès le lendemain.

● **25 janvier 1971.** — On apprend que le Bureau de migration des départements d'outre-mer, organis-

me officiel au mains de fascistes, va recruter 800 travailleurs réunionnais pour Chrysler-France. Ces négriers s'assurent une main-d'œuvre politiquement « stable » et bon marché car incapable de se défendre. La carte C.F.T., ainsi qu'un lavage de cerveau appelé noblement « stage d'adaptation », leur sont imposés dès leur arrivée.

Au-delà du dégoût, quelle leçon tirer de ces faits ? L'U.D.R. montre son visage corrompu et criminel. Un peuple se trouve en proie à des crises extrêmement violentes. La présence française a saccagé la situation économique et politique de l'île.

Situation économique et sociale

L'économie est de type néo-colonial. La métropole achète à la Réunion le sucre, sa principale production. Les industriels français trouvent à la Réunion un important marché pour des produits invendables par ailleurs. La mise en vigueur du Marché commun aggrave encore la situation de la Réunion en faisant baisser le prix du sucre, mis en concurrence avec les productions des betteraviers européens. Les grands propriétaires réunionnais tentent de résister, avec l'accord du gouvernement, en se mécanisant, en étendant leurs domaines et en se constituant en cartel par la liquidation des petits et moyens producteurs. C'est la crise. Le nombre des chômeurs triple

pour atteindre quatre-vingt-dix mille.

Pour une autre culture importante, le géranium, la crise a été provoquée volontairement par un certain Albert Avril, gros propriétaire foncier. Il a obtenu du préfet l'interdiction de planter au-dessus de 800 m. Toute une catégorie de petits planteurs sont ruinés. Avril leur achète leurs terres à bon marché et les jette au chômage. Pour les autres, il a constitué une coopérative, leur promettant d'acheter les géraniums à prix fixe. Chaque année, les prix ont baissé. Avril s'est ainsi assuré le monopole du géranium. Les rangs de chômeurs grossissent et Avril est décoré de la Légion d'honneur pour service rendu à la patrie !

La situation politique

Les autonomistes sont représentés par trois grandes forces : le P.C.R., indépendant du P.C.F. depuis les années 55-60. Sa ligne politique est très proche de celle du F.N.L. vietnamien. Son influence s'étend à l'ensemble du prolétariat qui comprend surtout des travailleurs attachés à la production de la canne. Un syndicat de masse, le G.T.R., organise l'ensemble de la population laborieuse. La troisième force est le F.J.A.R. qui regroupe plusieurs milliers de militants. Comme tous les fronts, de multiples tendances le constituent (communistes, maoïstes, trotskystes, chrétiens...). Son impact est d'au-

tant plus grand que plus de 60 % de la population a moins de 20 ans. Tous luttent pour l'autonomie, ce qui veut dire au minimum « cessation de la monoculture, liberté pour le commerce extérieur, monopole du pavillon, contrôle des investissements étrangers, réforme agraire, nationalisation des entreprises ».

Face à cette grande mobilisation du peuple réunionnais : l'U.D.R. et l'U.J.P. Ces organisations reposent sur une grande bourgeoisie récemment immigrée qui comprend une forte proportion de pieds-noirs et sur une partie de la bourgeoisie locale (créoles et migrants indiens) dont le caractère essentiel est l'opportunisme. L'U.D.R., discréditée aux yeux de la population, mise sur l'U.J.P. pour se maintenir. Leur cible est le F.J.A.R. car il est plus vulnérable, et qu'il est difficile d'affronter ouvertement le P.C.R. Ces luttes internes s'accompagnent de difficultés extérieures.

L'encerclement

Le contrôle de l'océan Indien est l'enjeu d'une lutte des puissances. La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et, enfin, l'Afrique du Sud (qui tente une infiltration économique et politique) le disputent à l'U.R.S.S. et la Chine qui souhaitent y mener des expériences nucléaires. La Réunion, en raison de sa position stratégique, risque de devenir un terrain de lutte pour les grands. Face à cette menace

qui les dépasse, les militants réunionnais, seuls, sont désarmés. Leur lutte doit s'insérer dans la lutte mondiale des peuples opprimés contre l'impérialisme. La prise en charge de ces problèmes concerne d'abord les révolutionnaires français.

Luttes réunionnaises, luttes françaises

Actuellement, la Réunion connaît des affrontements de plus en plus violents. Les grèves se multiplient. En mai 70, une grève de masse a duré plus d'un mois. Elle a abouti à quelques victoires syndicales. Le F.J.A.R. a fait reculer le pouvoir en interdisant la venue des Sud-Africains sur l'île. Malgré une fraude électorale inouïe et les menaces de nervis de Debré, Vergès et Houaro ont réussi à se faire élire au conseil général grâce à une campagne de masse prolongée.

Nous n'avons pas le droit d'ignorer ces luttes. Le F.J.A.R. existe en France et fait appel à tous « les révolutionnaires et progressistes » pour soutenir la lutte de libération du peuple réunionnais. Ces luttes doivent se mener d'abord au côté des immigrés réunionnais, dont l'organisme en France est l'U.J.T.R.F. Le trafic d'embauche de Simca-Chrysler-France doit être violemment dénoncé. La politique néo-coloniale du gouvernement doit être combattue, particulièrement en la présence de Debré. □

1789

D. Nores

A l'origine de 1789, il y a l'idée des comédiens du Théâtre du Soleil groupés autour d'Ariane Mnouchkine, de se replonger dans les manuels d'histoire. Qu'y avait-il de particulier dans cette Révolution de 1789, pour qu'elle ait réussi à changer de façon durable en France le jeu social, et pour que cela ne se reproduise ensuite jamais plus. Le propos du Théâtre du Soleil est une réflexion sur l'histoire, à l'usage de notre temps.

Le spectacle commence par l'évocation de la fuite à Varennes, cette trahison qui a détaché définitivement le peuple de son roi. Puis, il revient en arrière. Deux ans et demi plus tôt, la France vivait dans la fièvre de la convocation des Etats Généraux. On rédigeait les cahiers de doléances. « Le Roi saura », disait-on.

Les vases communicants.

Le spectacle est fait pour montrer comment les anciens profiteurs se sont vidés de tout ce qui avait fait leur importance au profit des nouveaux profiteurs. C'est le système des vases communicants. L'articulation se fait à la nuit du 4 août.

La bourgeoisie, qui a en vue ses intérêts, a toujours su tirer la leçon des succès et des échecs. Entre 1789 et 1791, elle a eu plusieurs fois besoin du peuple pour triompher. Cela devait commander, et jusqu'à nos jours, son attitude : faire croire au peuple que 1789 a été sa révolution et la lui faire fêter avec drapeaux et cocardes, en prenant toutes précautions utiles pour que la révolution ne recommence pas.

Lire le passé.

Scéniquement, il n'y a aucun effort de reconstitution. D'emblée, le lieu scénique (des passerelles reliant des plateaux bâtis au milieu du public) et la distribution des rôles (la fuite à Varennes est jouée par plusieurs Louis XVI et plusieurs Marie-Antoinette) montrent qu'il n'est pas question d'essayer de faire exister de nouveau une réalité qui nous échappe, mais de mettre en place, les juxtaposant souvent de façon grossière, assez de renseignements pour nourrir la réflexion et permettre l'analyse.

Aucune scène n'est donnée pour réelle. Même celles, très belles, de la famine, jouées en même temps sur quatre plateaux (ce qui permet de jouer réaliste — hurlement des fem-

mes à qui on arrache leur enfant — sans s'enfermer dans une fausse réalité) sont montrées telles qu'aujourd'hui on peut les imaginer à partir des tableaux de l'époque. D'ailleurs, elles n'ont pas pris fin que naît sur le cinquième plateau, en contrepoint, une scène ironique : le « bon Roi » accueille son « bon peuple » tout enrubanné, et l'on se cajole, on s'embrasse...

Vivement brossées, les scènes se suivent, inspirées par des caricatures d'époque où les petits récits des vieux livres (le noble arrivant chez le paysan, la rédaction des cahiers dans les chaumières et à la ville). Tous les tons sont employés, tous les modes de narration. La nuit du 4 août est une grande scène d'opéra romantique. Sang un mot, mais avec de grands gestes rythmés sur la musique, les nobles, tous ensemble, arrachent leurs vêtements et colifichets, pièce après pièce, et les jettent au milieu des spectateurs sur un drap rouge.

L'efficacité du spectacle est assurée par une organisation matérielle et une discipline de jeu remarquables. Les casiers de rangement disposés autour de la salle permettent aux acteurs de trouver prêts les costumes et accessoires toujours nouveaux nécessaires à chaque tableau.

Le temps du spectacle est réglé à la batterie. Ainsi, l'évocation du 14 Juillet. Les comédiens, prenant les spectateurs par petits groupes, leur racontent la colère parisienne. La batterie jouant en sourdine leur donne les points de repère auditifs nécessaires pour qu'alongeant leur récit ou le raccourcissant, ils le finissent tous au même brusque éclatement sonore : la Bastille est prise !

Instruire ce peuple.

La fin du spectacle prend un ton plus grave. La bourgeoisie a inscrit dans la Constitution qu'elle a donnée à la

France ce qui fondera désormais son propre privilège, le droit inviolable à la possession des richesses. Désormais l'ordre, grand catafalque de mort de la liberté, ne cessera plus d'avancer contre la foule, écrasant toute velléité du libre peuple français de vivre autrement que soumis.

Quelques voix s'élèvent ; celle surtout de Marat, le seul personnage joué par un seul acteur, disant avec les mots mêmes de jadis sa rage impuissante. Ce peuple, que les bourgeois ont lâché au matin des « journées » comme une

meute, ce peuple qui est la force, ils ont toujours su le ramener à l'obéissance. Et Ma-

La minorité bruyante

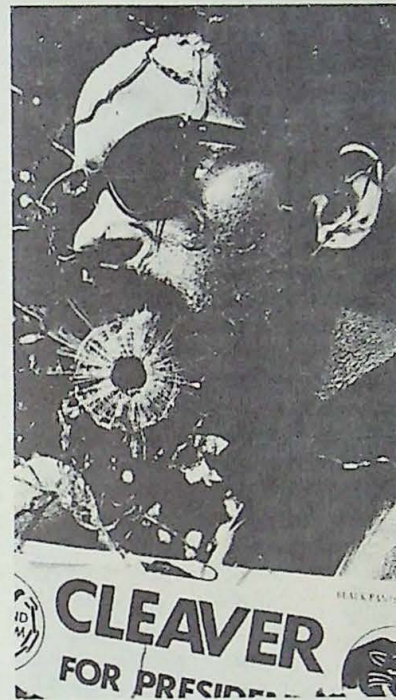
A. Moutot

Avec « Elridge Cleaver Black Panther » William Klein n'a pas reculé devant la difficile entreprise de faire au cinéma le point sur la contestation noire aux U.S.A. Dans ce but, il s'est adressé à leur ministre d'information en exil à Alger.

Le film se présente donc sous les allures décontractées d'une balade dans la capitale algérienne et Klein a su trouver un ton, une manière de montrer qui nous permet de participer directement à la conversation à bâtons rompus qu'il a eue avec ce militant noir ou de suivre avec intérêt les réflexions du révolutionnaire solitaire mais non isolé.

« La seule façon de se débarrasser d'un fusil est de le prendre... »

Le propos essentiel de Cleaver porte sur la violence de la société américaine. Cette violence fait partie de la vie quotidienne des Américains, mais les Noirs sont ceux qui la subissent le plus immédiatement. L'article 7 du programme en 10 points du « B.P.P. » (Black Panther Party) exige : « qu'il soit mis un terme aux brutalités policières et aux meurtres des Noirs ». La caméra de Klein sait bien saisir en pleine action le travail d'implantation politique des militants dans la communauté noire. Mais à dénoncer cette oppression et à en faire prendre conscience leurs coreligionnaires, beaucoup de « Panthers » ont été assassinés ou sous le moindre prétexte inculpés par une justice raciste et jetés en



prison. Elridge Cleaver explique que dans une telle situation, l'engagement politique relève du « suicide révolutionnaire ».

De la guerre des races à la lutte des classes.

Cependant les militants noirs s'organisent et contre-attaquent. Même si leur situation n'est guère reluisante, ils n'en montrent pas moins une farouche volonté d'expliquer et de mener jusqu'au bout leur combat : « Beaucoup de Noirs sont morts depuis quatre cents ans, maintenant nos morts on va les faire payer très cher ».

La défense des Noirs opprimés a entraîné le B.P.P. à un travail idéologique qui a abouti à la prise de conscience de l'identité des intérêts avec d'autres ethnies américaines et avec les contestataires blancs. Avec beaucoup d'habileté, Klein a semé dans son film des documents choisis judicieusement choisis sur les émeutes de Chicago et de Berkeley, où l'on voit des Blancs et des Noirs lutter unis contre la répression policière.

La remise en cause du système américain pousse à la dénonciation de ceux qui se font les complices de l'oppression même quand ils sont noirs. Pour le B.P.P. il s'agit donc de la mise à l'ordre du jour du combat de classe. Et Cleaver a,

rat se jurait de l'instruire pour qu'il apprenne enfin à se libérer.

1789 est donc un grand spectacle de réflexion politique, un des très rares qui s'appuie, pour comprendre notre temps, sur les données de notre histoire. Par sa variété, la simplicité des comédiens, le jeu dans la foule, la possibilité laissée à chacun d'aller et venir, de réfléchir avec les autres et pourtant selon son propre mouvement, il est aussi l'affirmation d'un souci de ce public qui vient à lui.

On sait qu'ici les difficultés ont été vaincues en commun et que la vie difficile s'organise sur l'acharnement au travail ; cela se sent aussi à l'accueil, aussi sympathique que la démarche du spectacle est enrichissante. □

au passage, quelques mots cinglants pour les laquais noirs de la bourgeoisie américaine : « ceux qui placent la culture avant la politique et disent révolution mais en fait veulent dire guerre raciale ».

Anti-impérialisme, capitale Alger.

Dans Alger, qui pour la durée du premier festival panafricain devient la capitale de l'Afrique en lutte, Cleaver rencontre les différents mouvements de libération. Au cours d'une séquence admirable, nous sommes les convives d'un repas qui est celui de l'affirmation de la solidarité dans la lutte anti-impérialiste.

Pour le B.P.P. la destruction de l'intérieur du système social américain constitue la contribution la plus efficace au combat contre la main mise américaine sur les pays colonisés.

En retour, la dénonciation des crimes au Vietnam et partout ailleurs où est mis en cause l'impérialisme alimente la prise de conscience des Noirs américains eux-mêmes.

En somme la libération des Noirs est intimement imbriquée au processus révolutionnaire mondial ; du reste les salutations chaleureuses de la délégation du F.N.L. sud-vietnamien tendent à souligner la reconnaissance à part entière du B.P.P. comme un des éléments de cette révolution prolétarienne mondiale.

Un témoignage généreux

Les silences de l'œuvre de Klein sont éloquentes à leur manière. Ce film qui se veut à la fois bilan sincère et témoignage favorable de l'action des Black Panthers passe très vite sur la contradiction à concentrer exclusivement un engagement politique vers la minorité noire et à affirmer un combat de classe. De même, la réflexion idéologique s'engue parfois dans l'obsession policière et le verbe afro-américain, dont la crudité sonore est jetée à la face d'une Amérique bien pensante, retentit des échos moralisateurs de la lutte du bien contre le mal. La dénonciation policière ne peut en aucune manière remplacer une analyse de structures sociales et économiques du système américain qui aspire à l'hégémonie mondiale. Or Cleaver, qui se revendique pourtant du marxisme ne nous dit rien de l'impact de la lutte des Noirs sur le prolétariat américain. Reflet de l'aboutissement actuellement encore limité du travail idéologique du mouvement Black Panthers, le film de Klein que l'ingéniosité du montage rend passionnant de bout en bout, est donc un témoignage fidèle.



Lutte contre les aménagements urbains dangereux

Saint-Martin-d'Hères : le réveil d'une ville dortoir

Alain Moutot

Une ceinture urbaine modelée par le capitalisme.

Saint-Martin-d'Hères... Cet ancien village dans la banlieue de Grenoble, qui comptait 4 000 habitants environ en 1947, a connu un accroissement de population assez extraordinaire. En 1970, Saint-Martin-d'Hères, avec ses 40 000 habitants, a dépassé Vienne et est donc la deuxième ville du département. Au point de vue de l'emploi, c'est une ville ouvrière (25 % d'émigrés). Le point fondamental est que les travailleurs ne trouvent pas d'emploi en ville et doivent se déplacer vers la métropole régionale de l'Isère. L'industrie de Grenoble avait besoin d'une ville dortoir à Saint-Martin-d'Hères. Comme l'industrie locale a fortement régressé depuis la crise de 1967 (affaire Neypic), les demandes d'infrastructure, voies de communication, télécommunications sont restées le fait des seuls usagers mais n'étaient pas exigées par les besoins de l'industrie. En conséquence, Saint-Martin pouvait continuer à se contenter des équipements d'un gros village alors que sa densité de population devenait celle d'une grande ville. C'est dire si le développement de l'urbanisme, très en retard sur les besoins réels, fut anarchique.

Les dangers de l'U2

Ainsi, par exemple, une voie rapide dite U2 est construite à l'époque des jeux Olympiques au milieu de la ville, sans échangeurs, avec un stop dans un seul sens. Sur 2 km, pour tout accès, un carrefour. Deux ponts étroits enjambent l'U2. 10 000 h sont ainsi enclavés. La traversée de Saint-Martin-d'Hères a ainsi été « aménagée » au mépris de la sécurité des habitants. Pour les deux mille enfants qui l'empruntent, les cyclistes, les automobilistes qui essaient d'y entrer ou d'en sortir, le danger est constant.

Le 5 janvier, un enfant du quartier des Mimosas est blessé mor-

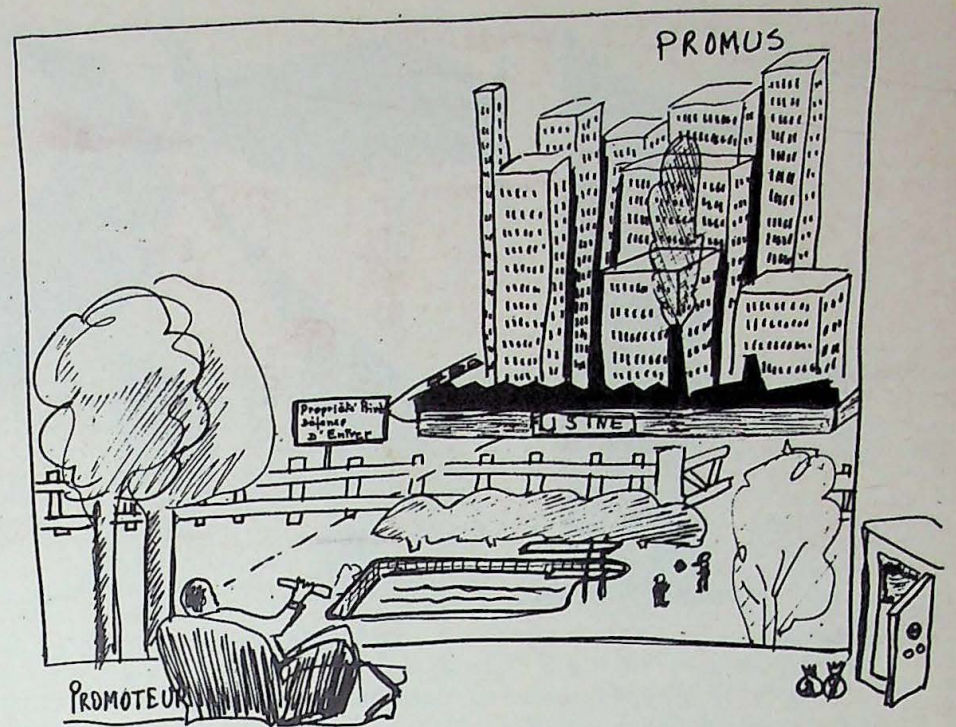
tellement par une voiture alors qu'il traverse l'U2 pour se rendre au C.E.S. Aussitôt, des voisins rédigent un tract qu'ils distribuent autour d'eux à un millier d'exemplaires. Ce tract appelle les habitants à une réunion le vendredi suivant. Toutes les associations sont contactées. Les parents de l'enfant décédé refusent avec courage de se replier sur leur douleur, soutiennent cette initiative afin que leur malheur ne frappe pas d'autres familles du quartier. Une centaine de personnes assistent à la réunion. Tous sentent que des décisions immédiates d'action doivent être prises. L'assemblée des habitants fait vite preuve de son niveau de conscience politique en orientant son action contre la carence de l'État.

En effet, il paraît à tous nécessaire de restituer la responsabilité du système économique dans cette situation. Dans une économie de marché et de libre profit, ce qui compte, c'est de disposer de la main-d'œuvre la moins chère et la plus concentrée possible. Le capitalisme modèle la ville selon ses besoins. Compte tenu de la quasi-nullité de la marge de manœuvre que l'État laisse aux communes, il apparaît à tous les participants que la responsabilité de cet état de choses n'incombe pas à la municipalité communiste de Saint-Martin.

La première réaction

Une première manifestation sur l'U2 est proposée pour le samedi à midi. On se propose d'arrêter la circulation et de distribuer des tracts explicatifs afin d'obtenir satisfaction sur trois revendications simples :

- Aménagement des ponts et d'une passerelle ;
- Délimitation de la voie rapide par une clôture ;
- Equipement en signalisation du carrefour.



Mais, déjà, les premiers clivages apparaissent et les tentatives de plus en plus ouvertes de récupération du mouvement par l'Union de Quartier (U.Q.) n'auraient pas été aussi scandaleuses si elles n'avaient constitué un frein au démarrage de l'action. Cependant, les habitants, s'ils ne souhaitent pas partir en guerre contre la municipalité communiste, n'admettent pas que leur action soit dévoyée. Car, en dehors d'une délégation très officielle auprès du préfet, le conseil municipal et l'Union de Quartier ne décident rien qui s'appuie réellement sur la volonté des adhérents. La manifestation se déroule dans le calme. Surprise par une telle détermination, la presse, depuis Télé-Lyon à Radio-Grenoble, en passant par « le Dauphiné libéré », « le Progrès » et même « le Monde » en parle longuement.

Rassemblés pour agir

Au cours de la 11^e Assemblée, il est clair alors que deux conceptions de l'action s'opposent. D'un côté, l'Union de Quartier tente de transformer le comité de défense récemment constitué en un cartel d'organisations qui décideront de tout au sommet. De l'autre côté, des militants favorables à l'organisation d'une manifestation centrale sera décidée sans distinction d'opinion par l'ensemble des membres de l'assemblée et non pas par des réunions secrètes d'appareils. Une forte minorité de l'Union de Quartier et la majorité des membres des associations de parents d'élèves se joignent à la deuxième conception de la lutte. Se sentant isolée par rapport à sa masse, l'Union de Quartier quitte la réunion mais accepte de se joindre à l'appel pour une nouvelle manifestation. Dans la semaine, le comité de défense organise une pétition en faveur des trois revendications. On voit de nombreux habitants se transformer en militants. Le porte-à-porte efficace fait recueillir 1 200 signatures en deux jours.

Le samedi, la manifestation démarre en vue d'occuper l'U2. Mais la préfecture avait détourné la circulation. Il n'y a plus une seule automobile. L'Union de Quartier en profite pour tenter de faire cesser là une manifestation difficilement acceptée par elle. Passant outre cette consigne défaitiste, la majorité des participants se propose d'aller 500 m plus haut, au carrefour suivant. Refusant la loi majoritaire, la municipalité et l'U.Q. quittent le meeting, manifestant ainsi sa volonté de briser l'action. Ces tergiversations n'empêcheront pas la manifestation de continuer sans aucun incident ni « provocation » pendant trois quarts d'heure. La prise de conscience des problèmes de l'aménagement urbain s'était faite malgré la déformation des informations d'une presse qui avait viré aux ordres.

Il a été ainsi démontré qu'une véritable Union de quartier ne devait pas présenter une caricature de démocratie et qu'elle devait naître en fait de la lutte des habitants et non pas être téléguidée par un conseil municipal.

La leçon d'une action

La dynamique du mouvement et la détermination des militants révolutionnaires ont permis aux isolés de s'intégrer à l'action et aux organisations de parents d'élèves de faire clairement leur choix.

Le travail des militants révolutionnaires est ainsi tracé : se mettre au service du mouvement sur les bases définies dans les assemblées de quartier, ouvertes à tous les habitants désireux d'y travailler. Quant au danger de provocation, il était constitué essentiellement selon nos camarades communistes par la présence d'un membre de la G.P. La conscience politique et la détermination des militants ont fait la preuve que ces appréhensions qui ont servi de prétexte à casser un mouvement n'étaient pas fondées. □